



Save the Children
100 ANS

AGIR DÈS AUJOURD'HUI POUR DES VIES MEILLEURES

RAPPORT SUR L'ENFANCE
DANS LE MONDE 2019



RÉSUMÉ

SOMMAIRE

- 1 Introduction
- 4 Résultats de l'Indice de privation de l'enfance 2019 par rapport à 2000
- 10 Dix facteurs qui ont engendré des progrès pour les enfants depuis l'an 2000
- 15 Recommandations
- 22 Classement des progrès accomplis entre 2000 et 2019
- 24 Classement des pays de l'Indice de privation de l'enfance 2019
- 26 Indice de privation de l'enfance 2019 complet
- 30 Notes



Les noms de certains parents et enfants ont été modifiés afin de protéger leur identité.

Introduction

Les enfants d'aujourd'hui ont plus de chances que jamais auparavant de grandir en bonne santé, de recevoir un enseignement et d'être protégés, en ayant la possibilité d'exploiter pleinement leur potentiel. Ne serait-ce que dans la génération précédente, un enfant avait deux fois plus de risques de mourir avant l'âge de cinq ans, 70 % de risques en plus d'être impliqué dans un travail d'enfant et 20 % de risques en plus d'être assassiné.

Pour commémorer sa création il y a cent ans, Save the Children publie son troisième *Rapport sur l'enfance dans le monde* annuel, qui témoigne des progrès accomplis en faveur des enfants. Nous examinons les principales raisons pour lesquelles l'enfance prend fin prématurément et constatons qu'un nombre bien moins important d'enfants souffrent de problèmes de santé, de malnutrition, d'exclusion de l'éducation, du travail des enfants, du mariage des enfants, de grossesses précoces et de décès violents. Au cours de l'année 2000, 970 millions d'enfants auraient été privés de leur enfance en raison de ces causes. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à 690 millions², ce qui signifie qu'au moins 280 millions d'enfants se portent mieux aujourd'hui que ce qui aurait été le cas il y a vingt ans.

Une comparaison des scores dans l'*Indice de privation de l'enfance* révèle que la situation générale des enfants s'est améliorée dans 173 des 176 pays depuis l'an 2000. C'est une bonne nouvelle, qui prouve que les investissements et les politiques portent leurs fruits, en améliorant le sort de nombreux enfants. D'énormes progrès sont faits en faveur des enfants dans certains des pays les plus pauvres au monde, ce qui prouve de plus en plus que le travail de développement est largement payant dans les pays où les besoins sont les plus importants.

Si l'on se penche de plus près sur chaque indicateur de l'indice, on constate que les pays ont accompli des progrès impressionnants dans la concrétisation des droits de l'enfant, en réduisant la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Les pays ont également accompli des progrès considérables concernant la scolarisation des enfants et la réduction de la malnutrition, du travail des enfants et du mariage des enfants. Les progrès accomplis dans ces domaines ont permis à des millions d'enfants en plus de ne pas être déscolarisés. Le monde a cependant moins progressé dans la réduction des naissances chez les adolescentes et les homicides d'enfants, et aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne le nombre d'enfants qui vivent dans des zones en proie à la violence et aux conflits. En réalité, le nombre d'enfants vivant dans des zones de

DES CENTAINES DE MILLIONS D'ENFANTS ONT ÉTÉ SAUVÉS

Les progrès accomplis à travers le monde ont permis de préserver des millions d'enfances depuis l'an 2000. On compte à l'heure actuelle¹ :

- 4,4 millions de décès d'enfants en moins par an
- 49 millions d'enfants en moins souffrant d'un retard de croissance
- 115 millions d'enfants non scolarisés en moins
- 94 millions en moins d'enfants contraints de travailler
- 11 millions de filles mariées en moins
- 3 millions en moins de naissances chez les adolescentes chaque année
- 12 000 homicides d'enfants en moins par an

guerre ou contraints de fuir leur maison en raison de conflits a grimpé en flèche depuis l'an 2000.

Aujourd'hui, un enfant sur quatre est privé de son droit à l'enfance, une période de sa vie qui devrait lui permettre de grandir, d'apprendre et de jouer sans danger. Ces enfances volées se concentrent de plus en plus dans les zones de conflit à travers le monde. Comme indiqué ci-dessus, parmi les huit indicateurs que nous examinons, les déplacements

EXEMPLES DE RÉUSSITES

Ce rapport inclut des études de cas sur des pays qui ont accompli d'importants progrès dans l'amélioration du bien-être des enfants ces dernières décennies. Par exemple :

Le **Bangladesh** a considérablement réduit le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, grâce à des investissements continus dans la santé.

L'**Éthiopie** a nettement fait baisser la prévalence du retard de croissance, en menant un ensemble d'interventions visant à améliorer la nutrition des enfants.

Le **Mexique** a grandement diminué la proportion d'enfants impliqués dans le travail d'enfants en investissant dans l'éducation et dans la réduction de la pauvreté.

Les **Philippines** ont enregistré une hausse impressionnante du nombre d'enfants scolarisés, en offrant des incitations et des options flexibles.

L'**Inde** a considérablement réduit le mariage des enfants en instaurant des réformes juridiques, des programmes d'éducation et d'autonomisation des filles, et en menant des campagnes de sensibilisation du public.

L'**Afghanistan** a réduit son taux de naissances chez les adolescentes en développant l'éducation des filles et en améliorant les services de santé, avec l'aide de donateurs.

La **Colombie** réalise de belles avancées dans la réduction de la violence à l'égard des enfants, grâce à des investissements publics dans la sécurité et à des programmes destinés aux jeunes à risque.



des aux conflits constituent le seul indicateur en hausse. On compte aujourd'hui 30,5 millions de personnes déplacées de force de plus qu'en 2000, soit une hausse de 80 %. Il est indispensable de trouver des solutions pour concrétiser les droits des enfants à la santé, à l'éducation et à la protection dans les zones de conflit, pour pouvoir garantir à chaque enfant de jouir de l'enfance qu'il mérite.

À QUOI SONT DUS LES PROGRÈS ?

Dans les années 1990, Save the Children a été la première à prôner une approche radicale du changement, qui a par la suite été appelée « déviance positive ». Cette approche reposait sur l'idée qu'au sein de chaque communauté, il existe des personnes qui, avec les mêmes ressources et les mêmes contraintes que les autres, font les choses différemment et obtiennent des résultats meilleurs que la normale. Leurs enfants sont en meilleure santé, plus éduqués ou mieux protégés que l'on pourrait s'y attendre, au vu des difficultés qu'ils rencontrent. Les enseignements tirés de ces réussites se sont avérés être un outil très utile pour améliorer le bien-être des enfants et des

communautés, mais aussi l'efficacité des organisations. En cette année qui marque notre centenaire, nous rendons hommage à cette idée innovante et nous l'utilisons pour identifier les pays qui s'en sortent mieux que la moyenne au regard des progrès accomplis en faveur des enfants. L'étude des stratégies employées avec succès au sein de ces pays est pour nous une source d'inspiration qui nous permettra de guider le travail ailleurs.

On compte de nombreux exemples de progrès extraordinaires, même dans les pays les plus pauvres au monde. Cela montre clairement que lorsque l'on prend les bonnes mesures, « le développement fonctionne ». Ce rapport s'appuie sur ces données probantes pour prôner avec force un plus grand investissement dans un développement sensible aux enfants.

Les exemples de réussites mentionnés dans ce rapport illustrent quelques-unes des stratégies qui fonctionnent pour sauver des enfants à travers le monde, comme le renforcement des cadres juridiques, l'amélioration des systèmes de santé, l'investissement dans l'éducation, l'amélioration des revenus des ménages et les moyens donnés aux adolescents pour leur permettre de faire

des choix de vie qui les aideront à exploiter pleinement leur potentiel.

L'argument moral invitant à investir dans les enfants ne saurait être plus convaincant. Dans un monde qui dispose d'autant de ressources, de savoir-faire et de technologies, il est inacceptable que nous laissions perdurer les niveaux de privation de l'enfance que nous connaissons aujourd'hui.

Les enfances brisées résultent de choix qui excluent certains groupes d'enfants, volontairement ou par négligence. L'expérience de l'enfance repose en grande partie sur l'attention et la protection que les adultes apportent (ou non) à l'enfant. La *Convention relative aux droits de l'enfant* consacre le droit des enfants à la survie, à l'alimentation, à la nutrition, à la santé et à un abri. Les enfants ont également le droit d'être éduqués, de manière formelle et informelle. Ils ont le droit de ne pas vivre dans la peur, d'être à l'abri de la discrimination et de la violence, et d'être protégés contre la maltraitance et l'exploitation. Ils ont en outre le droit de se faire entendre et de participer aux décisions qui les concernent³.

En 2015, les dirigeants du monde se sont rassemblés aux Nations Unies pour prendre un engagement ambitieux : mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes d'ici 2030 et protéger la planète pour les futures générations. Dans leur ensemble, les Objectifs de développement durable (ODD) qu'ils ont fixés dépeignent une vision d'un avenir où tous les enfants jouiront de leurs droits à la santé, à l'éducation et à la protection – les fondements mêmes de l'enfance⁴. Fait crucial, les signataires de l'accord ont promis de veiller à ce que cela se produise pour toutes les sphères de la société, quels que soient les revenus, la situation géographique, le sexe ou l'identité. Ils ont également promis que les plus laissés pour compte (les plus exclus de la société) en bénéficieraient les premiers.

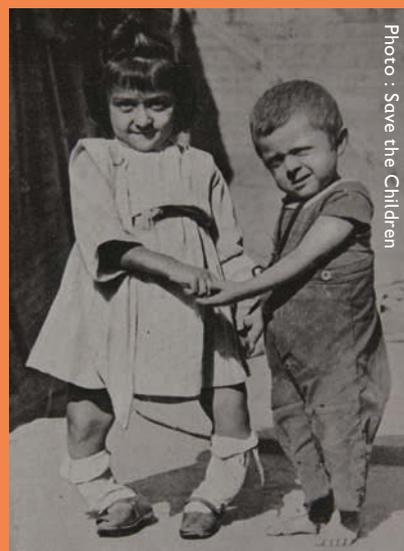
Cette promesse de n'oublier personne doit être tenue. Ce n'est qu'à cette condition que nous concrétiserons son potentiel de transformation de millions de vies d'enfants dans le monde, en garantissant que chacun, sans exception, jouisse de l'enfance qu'il mérite.

L'ÉVOLUTION EN UN SIÈCLE

Des millions d'enfants sont en vie et s'épanouissent aujourd'hui grâce aux avancées médicales et technologiques que nous avons tendance à considérer comme acquises. Les grandes découvertes de vaccins permettant de prévenir des maladies infantiles, associées à de meilleurs soins dispensés aux mères et aux bébés, ont sauvé un nombre incalculable de vies et amélioré la santé en général. Le monde a également accompli des progrès dans le développement des capacités humaines et institutionnelles à trouver des solutions pour sauver la vie des enfants les plus difficiles à atteindre et les plus vulnérables.

Toutefois, le changement le plus important survenu au cours des cent dernières années concerne la façon dont nous réfléchissons à la question des enfants. En 1919, lorsqu'Eglantyne Jebb a fondé Save the Children, sa conviction selon laquelle les enfants avaient un droit à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation et à la protection contre l'exploitation n'était pas une idée répandue. La *Déclaration des droits de l'enfant* qu'elle a par la suite rédigée a été adoptée par la Société des Nations en 1924, consacrant ces droits pour tous les enfants et imposant à la communauté internationale le devoir de faire des droits de l'enfant une priorité. La *Convention relative aux droits de l'enfant*, adoptée en 1989 et ratifiée par tous les pays à l'exception d'un seul, est venue modifier encore davantage la façon dont les enfants sont perçus et traités, à savoir comme des êtres humains jouissant d'un ensemble distinct de droits, et non comme des objets de soins et de charité passifs.

En Hongrie, dans les années 1920, ces enfants et leurs six frères et sœurs avaient perdu leur mère et souffraient de rachitisme.



À mesure que ces cadres visionnaires ont été acceptés, l'opinion publique à propos des enfants a lentement mais sûrement évolué au niveau mondial. Par exemple, davantage de personnes dans le monde estiment aujourd'hui que la place des enfants est à l'école, et non dans les champs ou les usines. Davantage de gouvernements ont voté des lois visant à empêcher le travail des enfants et le mariage des enfants, et à rendre l'école gratuite et obligatoire pour tous les enfants, indépendamment de leur sexe, leur race, leur statut de réfugié ou leurs besoins spéciaux.

Le monde a fait bien du chemin en cent ans, mais il nous reste encore beaucoup à faire pour garantir que chaque enfant, où qu'il soit, grandisse en bonne santé, reçoive un enseignement et soit protégé contre tout préjudice.

Résultats de l'Indice de privation de l'enfance 2019 par rapport à 2000

Le troisième Indice de privation de l'enfance annuel de Save the Children compare les dernières données en date concernant 176 pays (soit plus que les autres années) et détermine dans lesquels le plus grand et le plus petit nombre d'enfants sont privés de leur enfance. Singapour arrive en tête du classement, avec un score de 989. Huit pays d'Europe occidentale et la Corée du Sud figurent également parmi les dix premiers, atteignant des scores très élevés en ce qui concerne la santé, l'éducation et la protection des enfants. La République centrafricaine figure à la dernière place parmi les pays étudiés, avec un score de 394.

Les dix derniers pays (dont huit d'Afrique centrale et de l'Ouest) reflètent l'inverse des dix premiers, avec de faibles scores pour la plupart des indicateurs. Les enfants de ces pays sont ceux qui ont le moins de chances de profiter pleinement de leur enfance, une période qui devrait être consacrée au développement émotionnel, social et physique, ainsi qu'au jeu. Les classements en bas de tableau mettent également en avant les problèmes des conflits armés et de la pauvreté. Neuf des dix derniers pays sont des pays à faible revenu et six des

dix derniers pays sont des États fragiles en proie à des conflits⁵. Dans ces pays et bien d'autres à travers le monde, les enfants sont privés d'une grande partie de leur enfance.

Les États-Unis, la Chine et la Russie sont sans doute les trois pays les plus puissants de la planète, en termes de solidité économique, militaire et technologique et d'influence dans le monde, mais ils se classent tous les trois loin derrière la plupart des pays d'Europe occidentale lorsqu'il s'agit d'aider les enfants à exploiter pleinement

QUE SIGNIFIENT LES SCORES ?

Les scores de l'Indice de privation de l'enfance sont calculés sur une échelle de 1 à 1 000. Les scores mesurent l'étendue des « causes de privation de l'enfance » qui frappent les enfants dans chaque pays, comme les décès, la malnutrition sévère, la déscolarisation et le poids qui pèse sur leurs épaules lorsqu'ils doivent assumer un rôle d'adulte dans le travail, le mariage et la maternité.

Voici un petit guide expliquant comment interpréter les scores des pays :

- 940 et plus – Peu d'enfants privés de leur enfance
- 760 à 939 – Quelques enfants privés de leur enfance
- 600 à 759 – De nombreux enfants privés de leur enfance
- 380 à 599 – La plupart des enfants privés de leur enfance
- 379 et moins – Quasiment tous les enfants privés de leur enfance

Pour en savoir plus, lire les Notes sur la méthodologie et les recherches, page 54 et suivantes dans le rapport complet.

CLASSEMENT DES PAYS DE L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019

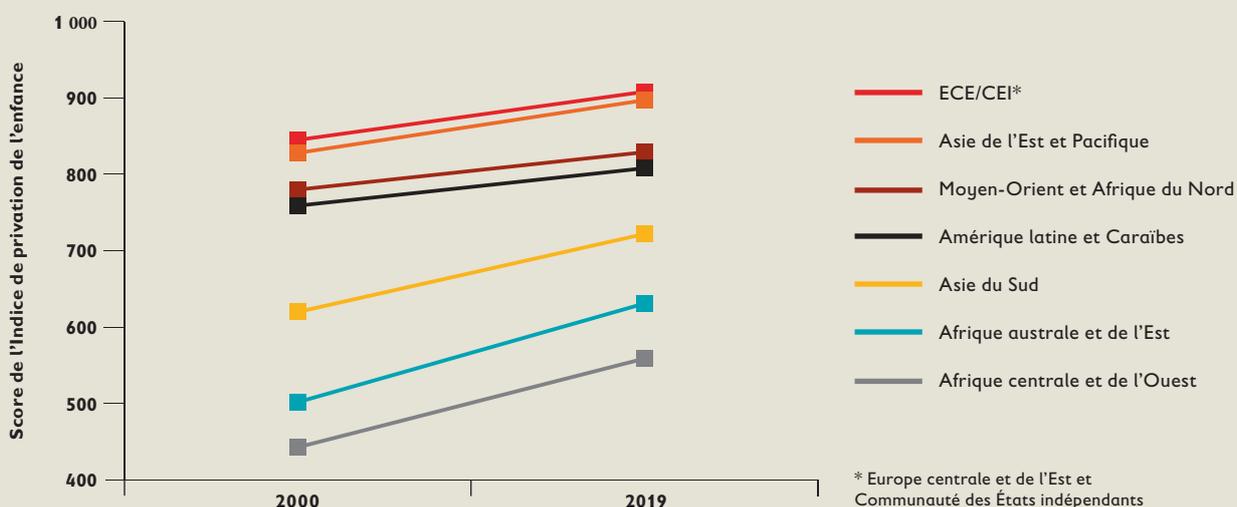
LES DIX PREMIERS Où l'enfance est la plus protégée		LES DIX DERNIERS Où l'enfance est la plus menacée	
CLASSEMENT	PAYS	CLASSEMENT	PAYS
1	Singapour	167	Burkina Faso
2	Suède	168	République démocratique du Congo
3	Finlande	169	Guinée
3	Norvège	170	Nigeria
3	Slovénie	171	Somalie
6	Allemagne	172	Soudan du Sud
6	Irlande	173	Mali
8	Italie	174	Tchad
8	Corée du Sud	175	Niger
10	Belgique	176	République centrafricaine

leur potentiel. La Chine et les États-Unis se partagent la 36^e place, tandis que la Russie occupe la 38^e position. Leurs scores s'élèvent respectivement à 941, 941 et 940 (soit au moins 30 points derrière la plupart des pays d'Europe occidentale). Des trois, c'est la Chine qui a le plus progressé ces dernières décennies, en améliorant de manière constante les conditions de ses enfants, tandis que la Russie et les États-Unis ont moins progressé.

DES PROGRÈS CONSIDÉRABLES ACCOMPLIS EN FAVEUR DES ENFANTS À TRAVERS LE MONDE

Save the Children s'est penchée sur les données de l'année 2000 et a constaté des progrès remarquables dans quasiment tous les pays, en l'espace d'une génération à peine. Une comparaison des scores de l'Indice de privation de l'enfance entre 2000 et 2019 montre que 173 des

LES SCORES DE L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE SONT AUJOURD'HUI SUPÉRIEURS DANS TOUTES LES RÉGIONS



« J'ai l'impression que le monde m'appartient... Apprendre à mieux lire, écrire et compter et créer ma propre entreprise m'a permis de contrôler ma vie. »

Sabreen, 15 ans

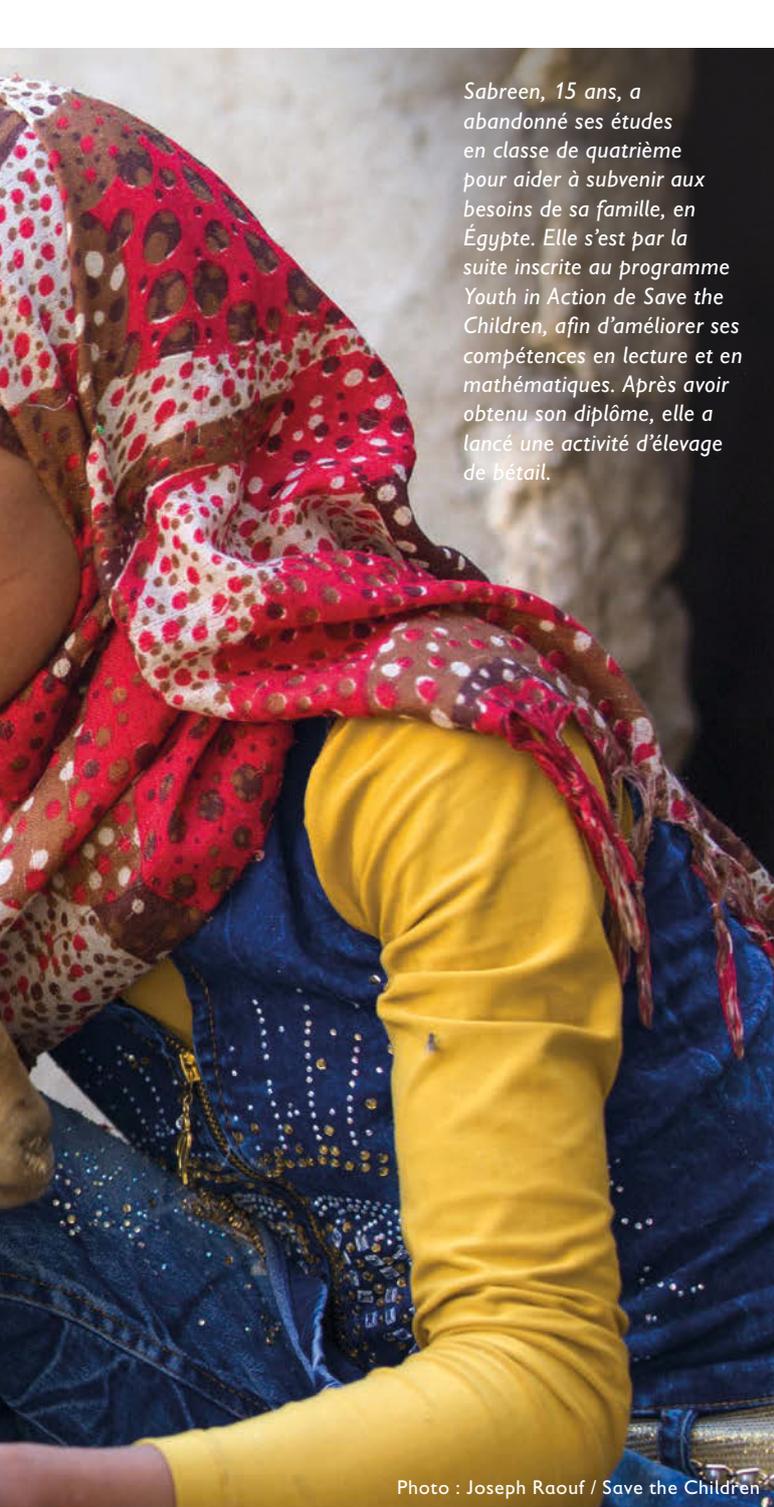


176 pays permettent davantage à leurs enfants de jouir pleinement d'une enfance stable. Les progrès les plus spectaculaires ont été faits dans certains des pays parmi les plus pauvres au monde. Ces réussites montrent que la pauvreté n'empêche pas forcément le progrès et que les choix politiques peuvent avoir plus d'influence que la richesse nationale.

La **Sierra Leone** a gagné 246 points depuis l'an 2000, passant de 345 à 591. Vingt ans après la fin de la guerre civile qui a sévi pendant onze ans, et quelques années à peine après l'épidémie dévastatrice du virus Ebola, le pays a réalisé de belles avancées pour les enfants en ce qui concerne quasiment tous les indicateurs. Le mariage des enfants a diminué de près de 60 %. La mortalité des enfants de moins de cinq ans a été divisée par plus de deux (53 %). Le travail des enfants a baissé d'au moins 40 %. On

compte moins d'enfants souffrant d'un retard de croissance et moins de naissances chez les adolescentes (les taux dans ces deux domaines ont diminué d'environ 30 %). Le nombre d'homicides d'enfants a baissé de 20 %. Néanmoins, le plus gros progrès (et de loin) reste le fait que moins de familles sont touchées par les conflits. En 2000, une personne sur cinq en Sierra Leone avait été déplacée de force. Aujourd'hui, ce chiffre est de 1 sur 700, soit une réduction de 99 %.

Le score du **Rwanda** a progressé de 241 points, passant de 503 à 744. Vingt-cinq ans après le génocide rwandais, le pays affiche des améliorations pour la plupart des indicateurs. La mortalité des enfants de moins de cinq ans a baissé de 79 %. Bien plus d'enfants sont scolarisés et bien moins d'enfants sont mariés avant l'âge de 18 ans (les taux de déscolarisation et de mariage des enfants ont tous deux



Sabreen, 15 ans, a abandonné ses études en classe de quatrième pour aider à subvenir aux besoins de sa famille, en Égypte. Elle s'est par la suite inscrite au programme Youth in Action de Save the Children, afin d'améliorer ses compétences en lecture et en mathématiques. Après avoir obtenu son diplôme, elle a lancé une activité d'élevage de bétail.

Photo : Joseph Raouf / Save the Children

chuté de 60 %). Le Rwanda a également divisé par deux ses taux de travail des enfants, de naissances chez les adolescentes et d'homicides d'enfants depuis 2000.

L'**Éthiopie** a augmenté son score de 237 points, passant de 414 à 651. Les améliorations apportées en matière de survie et d'éducation des enfants ont été les principaux facteurs de progrès, mais d'importantes réductions ont également été obtenues concernant la malnutrition et le mariage des enfants. La mortalité infantile, le nombre d'enfants non scolarisés et le mariage des enfants ont tous été divisés par deux ou plus. Le taux de naissances chez les adolescentes est en baisse de 41 %, le retard de croissance a diminué de 33 % et le nombre d'homicides d'enfants a régressé de 30 %.

Le **Niger** a plus que doublé son score depuis 2000, passant de 167 à 402. En termes relatifs, il s'agit de la plus

forte augmentation enregistrée parmi tous les pays. Le Niger occupait la dernière place du classement dans l'indice de 2017 et 2018, ce qui n'est plus le cas cette année, la situation des enfants poursuivant son amélioration dans le pays, tandis que les conditions ont empiré en République centrafricaine. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans du Niger a baissé de 62 % depuis 2000, ce qui représente 44 000 décès d'enfants en moins chaque année. Les taux de scolarisation ont été multipliés par plus de deux, passant de 19 à 48 %. Le taux d'homicides d'enfants a quant à lui baissé de 36 %. En 2000, quasiment tous les enfants du Niger étaient privés de leur enfance. Un enfant sur quatre n'atteignait pas l'âge de cinq ans. Plus de 80 % des enfants étaient déscolarisés et plus de la moitié souffraient de malnutrition chronique. Deux tiers des filles âgées de 15 à 19 ans étaient déjà mariées et plus d'une sur cinq enfantait chaque année. Le Niger a encore des progrès à faire, notamment en ce qui concerne le mariage des enfants et les grossesses précoces, mais les améliorations durables instaurées au fil des ans laissent entrevoir un avenir plus radieux pour bon nombre d'enfants nigériens.

De nombreux autres pays d'**Afrique subsaharienne** ont eux aussi accompli d'énormes progrès depuis l'année 2000. Le Burkina Faso a augmenté son score de 220 points, passant de 345 à 565 en améliorant la survie des enfants et la scolarisation. Le score de la Zambie a progressé de 201 points, passant de 422 à 623, principalement grâce à des améliorations enregistrées dans la survie des enfants. Le Liberia a gagné 182 points, passant de 417 à 599, du fait d'une baisse de 60 % du nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans. Le Kenya, le Malawi, le Mali, le Mozambique et l'Ouganda ont tous augmenté leur score d'environ 160 points ou plus. Dans ces pays aussi, l'amélioration de la santé et de la survie des enfants a été le principal moteur de progression. L'Ouganda a également enregistré une chute spectaculaire du nombre de grossesses chez les adolescentes.

En **Asie du Sud**, le Bhoutan a progressé de 194 points, passant de 617 à 811, principalement grâce à un meilleur taux de scolarisation. L'Afghanistan a lui aussi accompli de beaux progrès, augmentant son score de 185 points pour passer de 411 à 596, en divisant par deux le nombre de décès d'enfants et de naissances chez les adolescentes. Le score du Bangladesh a progressé de 153 points, passant de 575 à 728, principalement grâce aux améliorations enregistrées concernant la survie des enfants. Le score du Népal a progressé de 142 points, passant de 543 à 685, principalement grâce à la baisse de la mortalité, de la malnutrition et des naissances chez les adolescentes. Le score de l'Inde a progressé de 137 points, passant de 632 à 769, en grande partie grâce aux améliorations apportées à la santé et à la survie des enfants.

En **Asie de l'Est et dans le Pacifique**, le Timor oriental a gagné 199 points, passant de 526 à 725, principalement suite aux réductions du nombre de décès d'enfants et de déplacements. Le score du Cambodge a

progressé de 149 points, passant de 606 à 755, suite aux avancées réalisées concernant la survie, la nutrition et la scolarisation des enfants. Le score de la Chine a progressé de 80 points, passant de 861 à 941, grâce à une réduction du nombre de décès d'enfants et des taux de malnutrition. L'Indonésie a engrangé 71 points, passant de 721 à 792, en améliorant la santé des enfants et les taux de scolarisation. Enfin, le Vietnam gagne 67 points, passant de 764 à 831, suite à une importante réduction du retard de croissance.

En **Amérique latine et aux Caraïbes**, les plus forts progrès ont été enregistrés par Haïti et le Nicaragua, qui affichent respectivement des hausses de 98 et 97 points. Le score d'Haïti est passé de 620 à 718. Celui du Nicaragua a grimpé de 698 à 795. Ces deux pays ont amélioré la survie et la scolarisation des enfants. La Bolivie a gagné 81 points, passant de 685 à 766, en divisant par deux la mortalité des enfants de moins de cinq ans et le retard de croissance. L'Équateur a engrangé 78 points, passant de 739 à 817, principalement grâce à un meilleur taux de scolarisation. La Colombie, le Guatemala et le Pérou ont tous enregistré une augmentation comprise entre 65 et 75 points. Le principal facteur de progression en Colombie a été la baisse du nombre d'homicides d'enfants. L'augmentation du score du Guatemala résulte d'une baisse des naissances chez les adolescentes, du nombre de décès d'enfants et des taux de déscolarisation. Le Pérou a réduit son taux de retard de croissance de 58 %.

En **Europe de l'Est et en Asie centrale**, le Tadjikistan a gagné 124 points, passant de 718 à 842, grâce à une amélioration de la survie et de la nutrition des enfants. Le score de l'Ouzbékistan a progressé de 98 points, passant de 789 à 887, principalement grâce aux améliorations enregistrées concernant la santé et la survie des enfants. Le score du Kirghizistan gagne 84 points, passant de 748 à 832, suite à une réduction impressionnante du retard de croissance. La Bosnie-Herzégovine a augmenté son score de 77 points, passant de 863 à 940, grâce à une nette baisse des déplacements. Le score de l'Ukraine a progressé de 65 points, passant de 867 à 932, grâce à des améliorations enregistrées dans la survie des enfants. Pour finir, la Géorgie a engrangé 68 points, passant de 815 à 883, en améliorant la scolarisation et la santé des enfants.

Au **Moyen-Orient**, les progrès en faveur des enfants depuis l'an 2000 ont largement pâti des violences et des conflits incessants. Le score de l'Irak a progressé de 82 points, passant de 686 à 768, grâce à des améliorations concernant chaque indicateur, exception faite des déplacements et de la fécondité des adolescentes. La Jordanie, qui abrite actuellement des millions d'enfants réfugiés, a augmenté son score de 52 points, passant de 857 à 909. Les décès d'enfants, la malnutrition, le mariage des enfants et les naissances chez les adolescentes accusent tous une baisse de plus d'un tiers en Jordanie.

Les **pays développés** ont accompli des avancées plus modestes et les inégalités ont tendance à se creuser, en dépit des progrès généraux. Les plus fortes progressions concernent la Lettonie et l'Estonie (avec une hausse de

40 points, passant de 927 à 967) et la Lituanie (avec une hausse de 39 points, passant de 934 à 973). La mortalité infantile a diminué de plus de 70 % en Lettonie et en Estonie. La Lituanie a réalisé de belles avancées en ce qui concerne cinq indicateurs.

Seuls trois pays ont vu leur score baisser depuis l'an 2000 :

- La **Syrie**, qui a entamé sa neuvième année de guerre, a perdu 151 points, passant de 794 à 643. Les menaces qui pèsent sur l'enfance n'ont cessé d'augmenter, avec de fortes hausses concernant la malnutrition, la



Photo : David Wardell / Save the Children

décolarisation et les déplacements. En 2000, on n'a enregistré quasiment aucun déplacement forcé en Syrie. Aujourd'hui, 75 % de la population ont été déplacés par les conflits.

- Le **Venezuela**, qui traverse une crise socio-économique et politique depuis 2010, a vu son score baisser de 32 points, passant de 739 à 707. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a augmenté de 40 % et le nombre d'homicides d'enfants est en hausse de 60 %. Les déplacements ont eux aussi fortement augmenté.

- Le score de **Trinité-et-Tobago** a perdu 29 points, passant de 885 à 856. La malnutrition chronique a multiplié par deux le taux de retard de croissance (qui est passé de 5 à 11 % chez les enfants de moins de cinq ans) et les données indiquent que le taux d'homicides d'enfants a quadruplé, passant de 4 à 16 décès pour 100 000 enfants.

Voir le classement des progrès accomplis entre 2000 et 2019, le classement des pays de 2019, l'*Indice complet de privation de l'enfance* (pages 28 à 31) et les explications sur la méthodologie employée, page 47 et suivantes dans le rapport complet.



Narom effectue une visite de contrôle avec Soeung Sokha, une sage-femme qui fait partie d'une équipe de sensibilisation qui se rend chaque mois dans les villages de la province de Stung Treng, au Cambodge. L'équipe dispense des soins prénataux, fournit des contraceptifs, effectue des vaccinations et sensibilise à la santé.

Dix facteurs qui ont engendré des progrès pour les enfants depuis l'an 2000

Nous avons recensé dix facteurs qui ont contribué à faire globalement progresser la situation des enfants ces dernières décennies.

1 Le programme des OMD – Lancés en l'an 2000, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été le point de départ d'une campagne mondiale de 15 ans visant à éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes. Cela a été la toute première stratégie mondiale assortie d'objectifs quantifiables convenue par tous les États membres des Nations Unies. Grâce à des initiatives concertées au niveau mondial, régional, national et local, les OMD ont permis de sauver des millions de vies et d'améliorer le sort de nombreuses autres personnes. Une récente étude de la Brookings Institution a révélé que pas moins de 19 millions d'enfants supplémentaires, dont la plupart vivent en Afrique, ont eu la vie sauve grâce à l'accélération des actions engendrée par les OMD⁶. De fortes hausses des taux de progression ont également permis à pas moins de 111 millions d'enfants supplémentaires d'achever leurs études primaires et à au moins 471 millions d'autres personnes de sortir de la misère⁷. En dépit de toutes ces avancées, pourtant, les progrès ont été inégaux. L'extrême pauvreté et les inégalités subsistent. Ceci est particulièrement vrai pour les quelque 1,5 milliard de personnes dans les pays frappés par des conflits et dans les franges extrêmes de la société qui ont bénéficié le moins de ces objectifs⁸.

2 L'engagement des gouvernements – Un solide leadership politique au niveau national (parmi les chefs d'État et les principaux décideurs) a joué un rôle capital en aidant des millions d'enfants supplémentaires à survivre et à s'épanouir⁹. En Éthiopie, par exemple, l'engagement et le leadership inébranlables dont a fait preuve le pays pendant plusieurs décennies pour sauver la vie des nouveau-nés dans les zones urbaines et rurales ont abouti non seulement à une reconnaissance mondiale des avancées accomplies par le pays, mais aussi à la nomination de son ancien ministre de la Santé à la tête de l'Organisation mondiale de la Santé. Bien entendu, des changements au sein du gouvernement peuvent compromettre ces efforts, mais dans des pays tels que le Bangladesh, la Colombie et l'Éthiopie, les progrès se sont poursuivis malgré les changements de dirigeants¹⁰.

En outre, un plus grand nombre de gouvernements nationaux reconnaissent l'importance d'investir davantage

dans les questions sociales et de réduire la pauvreté, ce qui était loin d'être le cas en l'an 2000, et ont créé une législation leur permettant de s'attaquer à ces problèmes. Les progrès dans la lutte contre le travail des enfants accomplis au Brésil et au Mexique, par exemple, n'auraient pas eu lieu en l'absence de politiques gouvernementales actives¹¹. Plusieurs pays, dont le Burkina Faso, l'Inde, le Malawi et la Sierra Leone, ont récemment instauré une législation traitant du droit fondamental des enfants de ne pas être mariés jeunes. Le Ghana et la Sierra Leone sont les derniers pays en date à avoir pris des mesures importantes pour offrir aux enfants un enseignement gratuit et obligatoire et à avoir fixé un âge minimum pour l'emploi, même si la mise en œuvre de ces politiques reste problématique dans les deux pays.

3 Investissement dans les questions sociales et croissance économique – La croissance économique ne garantit pas à elle seule de plus grandes ressources permettant d'investir dans des programmes en faveur des enfants, mais plusieurs pays (comme le Bangladesh, le Brésil, l'Éthiopie et le Vietnam) ont utilisé des ressources supplémentaires résultant de la croissance économique pour créer des programmes très efficaces bénéficiant aux enfants¹². La croissance économique a permis de faire baisser la malnutrition en Chine et en Mongolie, ainsi que le travail des enfants en Asie centrale. Qui plus est, une révision des politiques fiscales dans le but de les rendre plus équitables peut favoriser les revenus des ménages, fournissant des fonds supplémentaires aux parents pour payer les soins de santé, la nutrition et l'éducation de leurs enfants. Les transferts monétaires soumis à des conditions constituent une autre stratégie de protection sociale qui s'est avérée efficace dans de nombreux pays. Les gouvernements ou les organisations transfèrent de l'argent à des personnes qui remplissent certains critères, par exemple celles qui scolarisent leurs enfants ou qui reçoivent des vaccins. Des incitations alimentaires et autres ont également été utilisées de cette manière. Au Bangladesh, par exemple, des filles ont reçu des incitations pour les convaincre de retarder leur mariage, d'éviter les grossesses chez les adolescentes et de poursuivre leurs études¹³.



Le Niger, l'un des pays les plus pauvres au monde, a réalisé d'énormes progrès depuis l'an 2000 en améliorant les conditions de vie des enfants. Une part importante du budget national du pays durant cette période est venue de l'aide internationale (45 % en 2002 et 15 % en 2017)¹⁴. Les États-Unis, qui ont contribué à hauteur de 437 millions de dollars en 2018, ont été le principal donateur¹⁵.

Photo : Victoria Ziegler / Save the Children

4 Une planification et une mise en œuvre plus efficaces – Les engagements politiques sont certes importants, mais ils requièrent des programmes détaillés et coordonnés pour être menés à bien. Les programmes les plus efficaces impliquent souvent plusieurs secteurs qui poursuivent le même objectif, tout en sollicitant le soutien et l'adhésion des communautés locales et des grands donateurs. Les praticiens ont constaté que des investissements coordonnés dans l'éducation, la santé, la réduction de la pauvreté, l'eau et l'assainissement (c'est-à-dire des approches de « systèmes entiers ») pouvaient avoir bien plus d'impact sur l'amélioration de la vie des enfants que les interventions émanant de secteurs individuels¹⁶. L'approche exhaustive adoptée par l'Inde pour lutter contre le mariage des enfants, par exemple (qui inclut une réforme des politiques, des investissements dans l'éducation et les moyens de subsistance, ainsi que la mobilisation des communautés pour instaurer un changement) a constitué la clé de son succès. De même, les programmes plurisectoriels ont grandement contribué aux avancées en matière de nutrition en Éthiopie et dans l'ensemble de l'Afrique. La chronologie a également son importance. Les premiers investissements se font généralement dans l'éducation et soutiennent les avancées réalisées par la suite dans les domaines de la santé et de la nutrition. Tout au long du processus de planification et de mise en œuvre, les gouvernements doivent reconnaître le rôle joué par les ONG et les donateurs, qui comblent les lacunes qui se développent invariablement lorsqu'il s'agit de traduire des plans détaillés en actions.

5 Réduction des inégalités – Les progrès concernant le bien-être des enfants ont souvent été bien plus importants lorsque l'accent a été mis explicitement sur l'amélioration du sort des groupes les plus pauvres et les plus marginalisés et que les ressources ont été orientées à cet effet. Le Vietnam a mis en place des programmes ciblant les groupes ethniques minoritaires défavorisés. Le Bangladesh s'est efforcé de réduire les différences entre garçons et filles dans la mortalité infantile et la scolarisation des enfants, tandis que le Brésil a réussi à réduire la malnutrition et la mortalité infantile parmi les quintiles les plus pauvres et dans les parties les plus appauvries du pays¹⁷. L'Égypte, le Mali, le Malawi, le Niger et la Sierra Leone ont fait un travail particulièrement remarquable pour atteindre les enfants les plus pauvres en menant des interventions de santé vitales. Tous ces exemples montrent des pays qui redoublent d'efforts pour tenter d'améliorer la vie de leurs citoyens les plus marginalisés, y compris des millions d'enfants dont la vie n'a pas été impactée par les progrès réalisés au cours des dernières décennies. Il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les enfants les plus pauvres, qui sont généralement les plus laissés pour compte. Des études menées par Save the Children et l'UNICEF laissent entendre que les objectifs de développement mondiaux pourraient être atteints plus rapidement si l'on mettait l'accent sur les enfants et les communautés les plus défavorisés¹⁸.

6 Aide au développement – L'aide mondiale a connu un déclin dans les années 1990, mais a été multipliée par deux depuis l'an 2000¹⁹. L'aide au développement

joue un rôle fondamental dans l'amélioration du bien-être des enfants, en particulier dans les pays à faible revenu. Une analyse effectuée par l'Overseas Development Institute et Save the Children a permis de constater que les pays d'Afrique subsaharienne qui ont reçu le plus d'aides sur la période 1998-2008 avaient également accompli les progrès les plus importants en matière de bien-être des enfants²⁰. Apporter des aides qui ciblent spécifiquement les enfants permet non seulement d'améliorer leur vie à court terme, mais peut aussi avoir d'énormes retombées positives sur l'économie d'un pays pauvre à plus long terme. Une récente étude a relevé que le fait de dépenser un dollar pour vacciner les enfants dans un pays à faible revenu peut générer pas moins de 44 dollars d'économies dans le futur²¹. D'autres études ont montré que l'éducation des filles peut constituer, à elle seule, le meilleur investissement qu'un pays puisse réaliser pour améliorer son avenir économique²². Les interventions de soins et de développement de la petite enfance promettent également de grandes retombées positives pour les familles, les sociétés et les nations²³.

Bien évidemment, l'aide ne peut à elle seule engendrer des progrès. Elle est surtout efficace pour les enfants lorsque des engagements ont déjà été pris à l'échelle nationale pour garantir leur bien-être et peut consolider et faciliter la mise en œuvre de programmes et de services efficaces. Les grands progrès passent souvent par des initiatives innovantes, associées à une solide gouvernance locale, à un engagement politique et à l'aide des donateurs. On peut citer la baisse considérable du nombre de décès d'enfants dus à des maladies infectieuses. Dans bon nombre des quartiers les plus pauvres au monde, les médecins locaux, épaulés par les gouvernements, ont travaillé sans relâche avec des alliances mondiales telles que Gavi, l'Alliance du Vaccin, pour aider les enfants à survivre au paludisme, à la diphtérie, au tétanos, à la coqueluche, au VIH et à la tuberculose, entre autres maladies. Aujourd'hui, plus de 90 % des habitants dans 131 pays ont été vaccinés contre bon nombre de ces maladies²⁴. Les progrès requièrent également que les pays eux-mêmes s'approprient leur propre développement, et comme le montrent les études de cas de ce rapport, c'est précisément ce que font de nombreux pays en développement.

7 Autonomisation des femmes et des jeunes filles – Les avancées concernant l'éducation des filles (y compris l'égalité d'accès à l'école primaire), la baisse des taux de fécondité, le retardement du mariage et de la première grossesse, une plus grande participation sur le marché du travail et une capacité accrue à se faire entendre sur le plan politique, constituent tous des avancées majeures pour les femmes depuis l'an 2000. Il n'est pas surprenant de constater que ces progrès ont eu un impact direct et conséquent sur la santé et le bien-être socio-économique des femmes et de leurs enfants. Comme le montre ce rapport, la hausse des taux d'éducation parmi les femmes et les filles a joué un rôle crucial dans l'amélioration de la santé

des enfants au Bangladesh et dans la protection des enfants en Afghanistan et en Inde²⁵. L'autonomisation des femmes et des filles renforce également les économies et génère des sociétés plus équitables²⁶. Investir dans des programmes d'éducation pour les filles et repousser l'âge de leur mariage peut produire un rendement de cinq dollars pour chaque dollar dépensé²⁷. Investir dans des programmes visant à améliorer les revenus des femmes peut rapporter sept dollars pour chaque dollar dépensé²⁸. Or, en dépit de ces progrès, les inégalités entre les sexes restent omniprésentes dans chacune des dimensions du développement durable²⁹.

8 Leadership des femmes – Depuis 1995, date à laquelle le Programme d'action de Beijing a été adopté, la part de femmes officiant dans les parlements à travers le monde a plus que doublé, passant de 11 % à l'époque à 24 % en 2019³⁰. Les femmes ont gagné du terrain au sein des gouvernements dans 90 % des 174 pays pour lesquels des données sont disponibles pour la période 1995-2019³¹. Le nombre de chambres parlementaires basses ou uniques dans lesquelles les femmes occupent au moins 30 % des sièges (objectif fixé à Beijing) est passé de 5 à 50, tandis que celles qui comptent au moins 40 % de femmes ont grimpé de 1 à 15. Le nombre de parlements constitués uniquement d'hommes a baissé, passant de 10 à 3. Au 1^{er} janvier 2019, on recensait trois pays dans lesquels plus de la moitié des sièges parlementaires étaient occupés par des femmes : le Rwanda (61 %), Cuba (53 %) et la Bolivie (53 %)³².

De plus en plus de preuves montrent les effets positifs de la participation des femmes sur les résultats politiques pour les enfants et les familles et sur les résultats du développement de manière plus générale³³. Les problèmes tels que la violence sexiste, l'égalité des salaires, les soins des enfants, les soins de santé, les droits à la reproduction, le congé familial, la violence à l'encontre des enfants et le mariage des enfants figurent de plus en plus dans les programmes politiques des pays. De solides recherches montrent qu'une plus grande proportion de femmes parmi les législateurs a de profondes répercussions sur la paix et la sécurité³⁴. Celles-ci ont également tendance à accroître l'aide internationale, en particulier en faveur de l'éducation et de la santé³⁵. Au sein des communautés, les femmes et les filles dirigent des initiatives visant à mettre fin au mariage des enfants en Inde, en Indonésie, au Liban, au Mexique, au Pakistan, au Sénégal et dans d'autres pays³⁶.

9 Nouvelles technologies – Depuis l'an 2000, la généralisation des téléphones portables, des ordinateurs et d'Internet a transformé notre façon de vivre, de travailler et d'interagir. Quasiment toute la population mondiale (96 %) a aujourd'hui accès à un réseau cellulaire mobile, contre 58 % en 2001³⁷. Plus de la moitié de la population mondiale est désormais connectée, alors que ce chiffre dépassait à peine 6 % en 2000.

De nouvelles preuves convaincantes montrent l'existence d'un lien positif entre les solutions numériques et les

progrès pour la plupart (11 sur 17) des Objectifs de développement durable³⁸. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont eu un impact positif sur la croissance économique, augmentant les revenus de personnes issues de toutes les couches de la société. De plus en plus de données démontrent que les TIC ont également contribué à améliorer la survie, la santé et le bien-être des enfants. La télémédecine permet d'accéder à des conseils médicaux et à des options de traitement où que l'on se trouve. Les plateformes de santé numériques sont utilisées par les agents sanitaires de première ligne pour diagnostiquer et traiter les cas de pneumonie, pour rappeler aux parents les gestes à faire pour garder leurs bébés en bonne santé et pour améliorer la coordination des campagnes de vaccination et des distributions de moustiquaires afin de prévenir les piqûres de moustique qui propagent le paludisme. Les téléphones portables sont utilisés pour enregistrer les naissances, améliorer le diagnostic précoce du VIH chez les nourrissons, surveiller la malnutrition chez les enfants et éduquer sur la planification familiale, la santé des adolescents et les soins prénataux. Durant l'épidémie du virus Ebola qui a sévi récemment en Sierra Leone, les téléphones portables ont

été utilisés pour envoyer des alertes d'urgence, soutenir les interventions des agents sanitaires et faciliter l'accès aux services d'assistance téléphonique. Les outils et les technologies numériques sont utilisés pour améliorer les moyens de subsistance (par exemple, les plateformes de commerce en ligne aident à élargir les opportunités de commercialisation et les opérations bancaires mobiles permettent aux familles pauvres d'économiser et d'accéder au crédit). Les TIC facilitent également l'accès à un enseignement de qualité et encouragent l'apprentissage. Ces progrès ont été particulièrement précieux pour les filles, les réfugiés, les enfants handicapés et d'autres qui, autrement, seraient peut-être déscolarisés^{39,40,41,42,43}.

10 Réseaux sociaux – Facebook, Twitter, YouTube, Instagram et autres plateformes de réseaux sociaux se sont répandus à travers le monde à une vitesse incroyable. Le Pew Research Center a réalisé une enquête auprès d'adultes dans 37 pays et a constaté que l'usage des réseaux sociaux différait selon les pays, atteignant 75 % en Jordanie, contre seulement 20 % en Tanzanie et en Inde⁴⁴. Dans les 19 pays en développement inclus dans l'enquête, 53 % des adultes ont déclaré utiliser

En Indonésie, Nurul participe à un programme de renforcement des compétences professionnelles proposé par Save the Children pour accroître ses futures opportunités et réduire les risques de se faire exploiter.



les réseaux sociaux, un chiffre en hausse par rapport aux 34 % enregistrés à peine cinq ans plus tôt. Les réseaux sociaux ont considérablement influencé la façon dont les gens communiquent et accèdent à l'information. En offrant une plateforme à quiconque souhaite les utiliser, les réseaux sociaux sont capables d'ouvrir et de démocratiser les sociétés⁴⁵. Ils peuvent faciliter les discussions, inciter à agir et accélérer considérablement la diffusion des informations, des idées, des pratiques, des valeurs et des normes sociales qui favorisent un changement positif⁴⁶. Les enfants et les adolescents utilisent les réseaux sociaux pour se faire davantage entendre et pour trouver des solutions aux problèmes qui les touchent, eux et leurs communautés⁴⁷.

Certaines preuves indiquent que les réseaux sociaux ont eu un impact positif sur le développement mondial⁴⁸. Ils ont été utilisés pour susciter un plus grand engagement sur les

questions de santé, pour promouvoir l'activisme social, dynamiser l'activité économique, faciliter les réponses aux catastrophes et les secours, encourager l'engagement civique, renforcer les initiatives de plaidoyer et pour mobiliser les populations en faveur de la paix. Le mariage des enfants, par exemple, a davantage attiré l'attention du public en étant relayé par les réseaux sociaux du monde entier⁴⁹. De même, une consommation plus responsable sur le plan social contribue sans doute à la baisse du travail des enfants⁵⁰. Bien que les retombées sociales, politiques et économiques de la généralisation des activités numériques soient une source de préoccupation majeure (par exemple, l'utilisation inappropriée des réseaux sociaux pour encourager la violence, l'intimidation et les suicides), la plupart des experts estiment que les avantages positifs l'emportent^{51,52}.

Recommandations

En 2015, les dirigeants du monde se sont mis d'accord sur les Objectifs de développement durable des Nations Unies, un ensemble de cibles à atteindre d'ici 2030 pour éradiquer l'extrême pauvreté sous toutes ses formes. Dans le cadre de cet accord, les gouvernements ont fait la promesse de n'oublier personne, laquelle, si elle se concrétise, devrait impliquer une accélération du changement pour les personnes les plus laissées pour compte.

Faire passer en priorité ceux qui accusent le plus fort retard n'est pas chose aisée. Cela implique de recueillir et de transmettre les données nécessaires pour identifier ces enfants, puis d'élaborer des stratégies et d'allouer des ressources pour améliorer leurs résultats en matière de santé et d'éducation, pour les protéger contre la violence et le travail forcé, et pour leur donner à tous, et en particulier aux filles, les moyens d'exploiter pleinement leur potentiel.

Cette année, les pays ont l'occasion de renouveler leur engagement à atteindre les ODD. Au mois de juillet, les représentants nationaux se rassembleront à l'occasion du Forum politique de haut niveau annuel pour examiner un sous-ensemble d'ODD incluant trois objectifs cruciaux pour les progrès des enfants, à savoir offrir un accès à un enseignement de qualité (ODD 4), réduire les inégalités (ODD 10) et promouvoir des sociétés pacifiques (ODD 16). Plus tard en septembre, sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies, les dirigeants du monde se réuniront pour faire le point sur la situation des pays au regard de la réalisation des ODD à l'horizon 2030, à l'occasion d'un rassemblement aujourd'hui désigné sous le nom de Sommet des ODD. Ce sommet constitue la première réunion de chefs d'État portant sur les Objectifs de développement durable depuis que ces derniers ont été adoptés en 2015 et offre l'occasion aux dirigeants nationaux d'insuffler une nouvelle dynamique à leur engagement et de trouver des solutions pour accélérer les progrès.

Cette année, les Nations Unies fêtent les 30 ans de la *Convention relative aux droits de l'enfant*. Save the Children estime que les ODD constituent une mesure nécessaire et capitale pour faire respecter et soutenir les droits des enfants (et en particulier ceux des filles), y compris leurs droits à la santé, à l'éducation et à la protection. Les ODD jouent également un rôle important en aidant les enfants à devenir des membres actifs et égaux de la société.

LES GARANTIES QUE NOUS DEVONS APPORTER À TOUS LES ENFANTS

Tandis que les pays examinent leurs progrès au regard des ODD, Save the Children appelle les décideurs à apporter trois garanties indispensables pour faire des enfants une priorité dans leurs plans spécifiques :

- **Investir davantage dans les enfants** – Pour atteindre les ODD et s'assurer que tous les enfants ont accès à des services de base de qualité, y compris à des services de protection, notamment sociale, les gouvernements (y compris les pays donateurs) doivent se procurer les ressources nécessaires. Ils doivent veiller à ce que ces ressources atteignent les enfants exclus, conformément à la priorité d'investir des fonds publics pour les enfants définie par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Un meilleur investissement de fonds publics pour aider les enfants exclus doit inclure la suppression des obstacles financiers empêchant l'accès aux services ainsi que des mesures visant à garantir une sécurité financière minimum pour tous les enfants, à travers une protection sociale sensible aux enfants. Les enfants qui accusent le plus fort retard doivent être identifiés et devenir une priorité en termes d'investissements, de fourniture de services et de prise de décisions.
- **Prendre des mesures pour veiller à ce que tous les enfants soient traités de manière équitable** – Cela inclut de mettre fin aux politiques, normes et comportements discriminatoires, comme ceux qui empêchent les filles d'accéder aux services de santé ou refusent d'accueillir un enfant à l'école en raison de son origine ethnique ou de son sexe. Pour aider les enfants à accéder à des services de qualité, les gouvernements doivent également mettre en place des systèmes permettant d'enregistrer chaque enfant à sa naissance.
- **Comptabiliser et inclure tous les enfants, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent** – Les gouvernements doivent s'assurer que tous les enfants, notamment les enfants exclus, sont comptabilisés dans

les données utilisées pour mesurer les progrès au regard des ODD. Les données devraient être recueillies et désagrégées par âge, groupe économique, sexe, race, origine ethnique et secteur géographique ou statut migratoire et être rendues publiques dans des formats accessibles. Qui plus est, les enfants exclus (filles et garçons) devraient participer à l'élaboration des politiques et des budgets et recevoir de l'aide pour contrôler les progrès et mettre les gouvernements face à leurs responsabilités.

UN PLAN D'ACTION MONDIAL POUR LES ENFANTS

Pour garantir encore davantage que les enfants restent une priorité dans la réalisation des ODD, Save the Children appelle les gouvernements des pays touchés, les pays donateurs et les autres parties prenantes à mettre davantage l'accent sur l'éradication de la pauvreté chez les enfants, sur l'élimination de la mortalité des enfants de moins de cinq ans, sur l'aide apportée pour permettre à tous les enfants d'accéder à un enseignement de qualité et d'obtenir de meilleurs résultats d'apprentissage, sur la cessation des guerres et des conflits, et sur l'autonomisation de toutes les filles, quelle que soit leur race, leur confession ou leur couleur, tout en mettant également fin au mariage des enfants. Certaines mesures peuvent aujourd'hui être prises pour atteindre ces objectifs spécifiques en faveur des enfants. Save the Children émet ci-dessous quelques recommandations en vue d'un plan d'action mondial pour les enfants.

Mesures visant à éradiquer la pauvreté chez les enfants :

- Tous les pays devraient adopter un plan d'action national visant à réduire et à éradiquer la pauvreté chez les enfants, assorti de budgets à cet effet et de systèmes de suivi permettant de contrôler la réduction des privations dues à la pauvreté chez les filles et les garçons de tous âges.
- Tous les gouvernements devraient s'assurer que les enfants vivant dans la pauvreté (et leurs familles) bénéficient de mesures de protection sociale universelle, comme des allocations pour les enfants, et devraient élargir le plus rapidement possible la couverture des programmes pour atteindre tous les enfants pauvres.

Mesures visant à garantir qu'aucun enfant ne meure avant l'âge de cinq ans :

L'Objectif de développement durable n° 3 s'engage à garantir une vie en bonne santé, notamment en mettant fin aux décès évitables d'enfants. Pour atteindre cet objectif, les dirigeants du monde, les donateurs et les autres parties prenantes doivent s'engager à prendre les mesures clés qui suivent :

1. Instaurer une couverture santé universelle

Une couverture sanitaire universelle (CSU) permettrait de s'assurer que tous les citoyens ont accès à des soins de qualité financièrement abordables, quels que soient leur niveau de richesse, leur origine ethnique, leur sexe ou leur situation géographique, et sans que cela n'engendre pour eux des difficultés financières ou qu'ils se voient refuser des services pour des raisons de paiement. C'est un moyen d'atteindre l'objectif d'une bonne santé pour tous fixé dans le cadre des Objectifs de développement durable. Cette année (2019) offre aux pays l'occasion de renouveler leur engagement ou de promettre des mesures concrètes pour instaurer une CSU.

En septembre, les dirigeants du monde se réuniront pour la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la couverture sanitaire universelle, afin d'examiner les solutions pour atteindre cet objectif, sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le document final qui devrait en résulter devrait être une feuille de route destinée à guider les gouvernements nationaux, les donateurs de la société civile et le secteur privé, pour leur permettre d'œuvrer ensemble à l'instauration d'une CSU. Cette feuille de route doit inclure les mesures que prendront les pays pour surmonter les obstacles restants, afin de veiller à ce qu'aucun enfant ne meure avant l'âge de cinq ans, notamment :

- Les gouvernements donateurs doivent apporter une aide financière extérieure, y compris en promettant des ressources nouvelles et supplémentaires à l'Alliance Gavi au cours de la conférence de reconstitution des ressources qui aura lieu en 2020.
- Les pays doivent s'engager à investir dans la construction de solides systèmes de soins de santé primaires fournissant des services de qualité accessibles et gratuits au moment de l'utilisation.
- Les pays doivent s'engager à soutenir les services de santé qui cherchent à s'assurer que personne n'est oublié et s'occuper en priorité de ceux qui bénéficient le moins de la couverture.
- Les pays doivent s'engager à consacrer des fonds publics à la santé en instaurant une mise en commun équitable des recettes (à travers des taxes, par exemple) et à supprimer les frais à la charge des patients.
- Les gouvernements donateurs doivent s'engager à aider les pays à mobiliser des ressources nationales pour investir davantage dans l'instauration d'une CSU et à dépenser les fonds consacrés à la santé de manière plus efficace et plus transparente, et à aligner leur aide pour bâtir de solides systèmes nationaux.
- Les pays doivent veiller à ce que la déclaration finale concernant la CSU fasse référence à des services essentiels tels que ceux qui permettent de prévenir la pneumonie (la maladie infectieuse qui tue le plus d'enfants de moins de cinq ans), d'améliorer la nutrition



En République démocratique du Congo, Joy, qui n'est encore qu'un bébé, souffre de pneumonie. Elle est examinée et traitée par l'infirmier en chef Hubert Matondo, dans un dispensaire situé aux abords de Kinshasa.

(la malnutrition restant la cause sous-jacente de 45 % des décès d'enfants de moins de cinq ans) et de garantir la bonne santé reproductive des adolescents. À travers le monde, plus de 13 millions d'adolescentes enfantent chaque année. Les mères adolescentes encourtent davantage de risques de mortalité et de morbidité maternelles que les femmes plus âgées et leurs enfants sont davantage exposés à la mortalité et à la morbidité des nouveau-nés, des nourrissons et des enfants.

- Les pays doivent constituer un corps d'agents sanitaires communautaires dans le cadre d'un système de CSU. Il s'agit d'une mesure importante pour les environnements disposant de faibles ressources. Les pays doivent également posséder des plans pour investir dans les agents sanitaires communautaires et leur offrir les moyens adéquats.

2. Mettre l'accent sur la nutrition des enfants lors de la planification du sommet Nutrition pour la croissance de 2020

Dans le cadre des ODD, les dirigeants du monde ont convenu de mettre fin à toutes les formes de malnutrition d'ici 2030. Le sommet Nutrition pour la croissance, qui s'est tenu pour la première fois en 2013, rassemble les parties prenantes, y compris les gouvernements des pays touchés et des pays donateurs, pour investir dans des solutions visant à lutter contre la malnutrition et à atteindre l'ODD correspondant. Le troisième sommet se tiendra au Japon en 2020. Avant et pendant le sommet, les gouvernements des pays touchés et des pays donateurs devraient :

- Se préparer à prendre d'importants engagements financiers et à investir dans des plans nationaux chiffrés visant à lutter contre la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans. Ces plans devraient également inclure des initiatives visant à améliorer la nutrition des mères et des adolescents.



Photo : Andrew Pacutho / Save the Children

Dans les zones rurales de l'Ouganda, Save the Children a formé des enseignants à l'utilisation de méthodes d'apprentissage participatives, qui rendent l'enseignement de la lecture, de l'écriture et des mathématiques plus amusant pour les enfants.

- Cibler davantage les investissements actuellement réalisés dans la nutrition et accroître leur efficacité en améliorant le suivi, les analyses et la transmission de rapports, en veillant à ce qu'ils soient adaptés aux différents âges et sexes, et en bâtissant de solides mécanismes de redevabilité pour s'assurer que les investissements atteignent les personnes les plus vulnérables et qui en ont le plus besoin.
- Fixer des objectifs (pour les gouvernements des pays touchés et des pays donateurs qui n'en ont pas) pour pouvoir démontrer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé convenus à l'échelle mondiale.
- Veiller à ce que les gouvernements adoptent le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel de l'Organisation mondiale de la Santé et exigent que les distributeurs de substituts du lait maternel s'engagent publiquement à respecter ce code et les résolutions qui en découlent. Les gouvernements devraient s'engager à atteindre les objectifs fixés pour parvenir à un respect total et à intégrer pleinement les résolutions qui en découlent dans leurs lois et leurs réglementations.

3. Augmenter les ressources destinées à mettre fin aux décès d'enfants dus à la pneumonie

Bien que d'autres causes majeures des décès d'enfants comme la diarrhée et le paludisme soient en baisse, la pneumonie reste la maladie infectieuse qui tue le plus d'enfants de moins de cinq ans. Pour atteindre l'objectif visant à mettre fin aux décès évitables d'enfants d'ici 2030, les dirigeants du monde doivent accorder davantage d'attention à la pneumonie et prendre des mesures concrètes pour la prévenir et la soigner.

Save the Children demande tout particulièrement :

- Aux pays lourdement touchés d'élaborer des plans d'action pour lutter contre la pneumonie, qui puissent être intégrés dans les plans visant à instaurer une CSU.
- Aux parties prenantes d'améliorer la prise en charge des cas de pneumonie en consolidant les systèmes de santé.
- Aux parties prenantes de s'efforcer de parvenir à une vaccination universelle en veillant à ce que le vaccin antipneumococcique conjugué (VPC) soit disponible, accessible et financièrement abordable.

Mesures visant à garantir l'accès à un enseignement de qualité et de meilleurs résultats d'apprentissage pour tous les enfants

L'Objectif de développement durable n° 4 s'engage à garantir un enseignement de qualité, inclusif et équitable pour tous. Pour atteindre cet objectif, les dirigeants du monde, les donateurs et les autres parties prenantes doivent s'engager à :

- Élaborer des plans nationaux garantissant que tous les garçons et filles suivent des études de base entièrement gratuites, équitables, sans danger et de qualité, aboutissant à des résultats d'apprentissage pertinents et efficaces, ceci incluant les compétences en lecture et en calcul, ainsi que les aptitudes sociales et émotionnelles.
- Allouer des fonds publics suffisants de manière plus équitable, en tenant compte du genre, pour dispenser un enseignement de qualité inclusif, équitable et sans danger, en mettant l'accent sur les enfants les plus laissés pour compte.
- Veiller à ce que les gouvernements des pays donateurs s'engagent à aider les pays à mobiliser des ressources nationales pour investir davantage dans l'éducation.
- Plaider auprès des dirigeants du G20 pour qu'ils réforment le système fiscal international de manière à permettre aux pays d'élargir l'assiette de leur impôt, afin d'augmenter le budget national.
- S'assurer que les gouvernements des pays donateurs fournissent des ressources extérieures et contribuent aux institutions multilatérales telles que le Partenariat mondial pour l'éducation et Education Cannot Wait.

- Tenir les engagements du G7 à combler les lacunes en ce qui concerne l'accès à l'éducation durant les conflits et les crises, ainsi que pour les réfugiés et les personnes déplacées internes, en particulier pour les filles, y compris en adoptant en priorité une approche qui tient compte du genre dans l'ensemble des programmes de réponse humanitaire immédiate et de développement à long terme, et en identifiant et en supprimant les obstacles sexospécifiques que rencontrent les filles en matière d'accès à l'éducation.

Mesures visant à mettre fin à la guerre contre les enfants

Dans le monde d'aujourd'hui, un enfant sur cinq vit dans une zone touchée par un conflit et l'absence d'aide concrète sur le terrain pour mettre les enfants à l'abri ou les aider à se remettre des préjudices est une honte. Eglantyne Jebb, qui a fondé Save the Children il y a cent ans, a déclaré « Chaque guerre est une guerre menée contre des enfants ». Un siècle plus tard, le monde n'arrive toujours pas à protéger nos enfants les plus vulnérables contre les horreurs de la guerre.

La guerre contre les enfants ne cessera que lorsque tous autant que nous sommes (citoyens, chefs communautaires, commandants militaires ou chefs d'État), nous respecterons l'idée que les enfants devraient toujours être tenus à l'écart de la guerre.

Nous *pouvons* contribuer à faire cesser la guerre contre les enfants si nous y œuvrons ensemble et si nous obligeons les dirigeants du monde à nous écouter et à agir de façon décisive.

Save the Children appelle plus particulièrement les gouvernements à prendre une ou plusieurs des mesures suivantes, en fonction du contexte national :

- **Faire respecter les normes internationales** en renforçant les principes de protection des enfants dans la doctrine et les formations militaires, en réglementant et en améliorant la transparence dans les transferts d'armes internationaux et en s'engageant à signer et à mettre en œuvre les normes et les lois internationales indispensables pour protéger les enfants, y compris la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, le Traité sur le commerce des armes, le Protocole facultatif à la *Convention relative aux droits de l'enfant*, ainsi que les Principes et les engagements de Paris.
- **Tenir les auteurs de crimes contre des enfants pour responsables de leurs actes** à travers des mécanismes judiciaires et politiques, et aider les mécanismes internationaux et nationaux à poursuivre les cas de violation des droits des enfants durant les conflits.
- **Prendre des mesures concrètes pour protéger les enfants et favoriser leur rétablissement** en augmentant les investissements sur plusieurs années dans la protection humanitaire des enfants, en veillant

à ce que les services de santé mentale et le soutien psychosocial proposés aux enfants et à leurs familles soient généralisés et dotés des ressources nécessaires, en investissant davantage dans l'éducation et dans les programmes de lutte contre les violences sexuelles et sexistes, et en incluant les enfants dans les initiatives d'instauration et de maintien de la paix.

Mesures visant à autonomiser toutes les filles et à mettre fin au mariage des enfants

Comme le montre ce rapport, les inégalités structurelles qui subsistent entre les sexes, y compris la discrimination à l'égard des filles, constituent toujours un obstacle à la réalisation de nombreux ODD. Les Objectifs de développement durable soulignent que l'égalité des sexes est non seulement un droit de l'homme fondamental, mais aussi un fondement nécessaire à un monde pacifique, prospère et durable. Pour dire les choses simplement, nous ne réussirons pas à lutter contre les plus gros problèmes de développement de notre temps, pour et avec les enfants les plus démunis, si nous ne faisons pas de l'égalité des sexes une priorité et si nous n'investissons pas dans ce domaine. Save the Children appelle les gouvernements des pays touchés et les donateurs à :

- Être redevables envers les filles de l'accélération des progrès pour faire évoluer les droits de ces dernières afin de mettre fin au mariage des enfants et à ses conséquences, et de renforcer l'égalité des sexes. Ceci inclut de s'engager à :
 - Accélérer les actions de lutte contre le mariage des enfants à l'échelle nationale, régionale et internationale, en utilisant des mécanismes de redevabilité transparents.
 - Garantir l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux chiffrés visant à mettre fin au mariage des enfants et assurer la participation active et l'engagement réel des filles et des chefs communautaires (traditionnels et religieux) dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ces plans.

- Augmenter les montants investis par les gouvernements des pays donateurs et des pays touchés pour mettre fin au mariage des enfants et atténuer ses conséquences, en élaborant des budgets sexospécifiques dans les différents secteurs et en prévoyant un financement distinct pour l'égalité des sexes, y compris en augmentant les sommes destinées à soutenir les services de santé sexuelle et génésique, les informations fournies en la matière et l'accès à ces derniers, en renforçant la protection contre toutes les formes de violence et en dispensant un enseignement de qualité aux filles les plus démunies et les plus marginalisées.
- Travailler ensemble pour donner aux filles les moyens d'agir comme agents de changement dans leur propre vie et leurs communautés, et pour transformer les lois et les normes sociales patriarcales qui autorisent et acceptent le mariage des enfants et d'autres formes de violences sexuelles et sexistes.
- Élaborer et tenir une base de données exhaustive sur le mariage des enfants dans les contextes humanitaires, afin de combler les lacunes existantes qui empêchent de s'attaquer de manière exhaustive aux causes de cette pratique et de répondre pleinement aux besoins des filles déjà mariées.



Rabiou, âgé de 19 mois, souffre de malnutrition. Il a été pris en charge au centre de stabilisation financé par Save the Children au sein de l'hôpital d'Aguie, au Niger.

Classement des progrès accomplis entre 2000 et 2019

PAYS	SCORE DANS L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2000	SCORE DANS L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019	ÉVOLUTION DES SCORES ENTRE 2000 ET 2019
Sierra Leone	345	591	246
Rwanda	503	744	241
Éthiopie	414	651	237
Niger	167	402	235
Burkina Faso	345	565	220
Angola	369	581	212
Guinée-Bissau	388	597	209
Zambie	422	623	201
Timor oriental	526	725	199
Bhoutan	617	811	194
Afghanistan	411	596	185
Liberia	417	599	182
Érythrée	429	606	177
Kenya	573	747	174
Mozambique	394	567	173
Guinée équatoriale	411	581	170
Malawi	446	615	169
Guinée	366	531	165
Sénégal	528	691	163
Ouganda	523	683	160
Mali	271	430	159
Bangladesh	575	728	153
Cambodge	606	755	149
Burundi	530	676	146
Maldives	774	917	143
RDP de Corée	764	906	142
Népal	543	685	142
Ghana	623	763	140
Inde	632	769	137
Madagascar	463	596	133
Sao Tomé-et-Principe	618	751	133
Tchad	277	408	131
Afrique du Sud	639	769	130
Cameroun	457	582	125
Côte d'Ivoire	483	608	125
Tadjikistan	718	842	124
Gabon	664	775	111
Mongolie	766	877	111
Tanzanie	493	604	111
Swaziland	637	747	110
Nigeria	395	504	109
Zimbabwe	569	677	108
Lesotho	472	579	107
Yémen*	548	652	104
Soudan du Sud	358	461	103

PAYS	SCORE DANS L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2000	SCORE DANS L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019	ÉVOLUTION DES SCORES ENTRE 2000 ET 2019
Togo	576	679	103
Myanmar	684	786	102
Congo	614	715	101
RDP du Laos	543	643	100
Albanie	809	908	99
Haïti	620	718	98
Ouzbékistan	789	887	98
Bénin	534	631	97
Nicaragua	698	795	97
Mauritanie	487	582	95
Gambie	571	661	90
Maroc	774	864	90
Comores	597	684	87
Pakistan	540	626	86
Turquie	818	904	86
Rép. dém. du Congo	472	556	84
Kirghizistan	748	832	84
Namibie	676	760	84
Irak	686	768	82
Bolivie	685	766	81
Chine	861	941	80
Iran	789	869	80
Palestine	784	863	79
Équateur	739	817	78
Bosnie-Herzégovine	863	940	77
Soudan	539	615	76
Djibouti	657	732	75
Guatemala	566	639	73
Indonésie	721	792	71
Kazakhstan	864	933	69
Pérou	766	835	69
Colombie	693	761	68
Géorgie	815	883	68
Oman	857	925	68
Vietnam	764	831	67
Ukraine	867	932	65
Turkménistan	840	902	62
Azerbaïdjan	789	849	60
Botswana	741	800	59
Honduras	624	682	58
Émirats arabes unis	874	931	57
Algérie	851	907	56
Arménie	852	908	56
Fédération de Russie	884	940	56
Paraguay	748	803	55

Peu d'enfants privés de leur enfance

Quelques enfants privés de leur enfance

De nombreux enfants privés de leur enfance

La plupart des enfants privés de leur enfance

Quasiment tous les enfants privés de leur enfance

* La plupart des données disponibles concernant ces pays sont antérieures aux escalades de la violence et ne reflètent pas la dure réalité à laquelle sont confrontés les enfants dans ces environnements.

Les couleurs reflètent la mesure dans laquelle les enfants sont privés de leur enfance. Pour plus de détails, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport complet.

CLASSEMENT DES PROGRÈS ACCOMPLIS ENTRE 2000 ET 2019

PAYS	SCORE DANS L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2000	SCORE DANS L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019	ÉVOLUTION DES SCORES ENTRE 2000 ET 2019
Roumanie	865	920	55
Arabie saoudite	873	928	55
Costa Rica	846	900	54
Mexique	772	826	54
Bahreïn	905	958	53
Jordanie	857	909	52
Cuba	867	918	51
Salvador	694	745	51
Île Maurice	869	919	50
Liban	878	926	48
Sri Lanka	867	915	48
Surinam	812	860	48
Croatie	919	965	46
République dominicaine	748	794	46
Koweït	896	942	46
Samoa	868	911	43
Bulgarie	882	923	41
Jamaïque	816	857	41
Moldavie	827	868	41
Estonie	927	967	40
Lettonie	927	967	40
Lituanie	934	973	39
Tunisie	891	929	38
Philippines	763	800	37
Serbie	890	927	37
Bahamas	866	901	35
Égypte	798	833	35
Hongrie	928	963	35
Argentine	848	881	33
Papouasie-Nouvelle-Guinée	642	675	33
Portugal	945	978	33
Qatar	900	933	33
États-Unis	909	941	32
Îles Salomon	658	689	31
Thaïlande	829	859	30
Cap-Vert	811	840	29
Nouvelle-Zélande	939	968	29
Guyana	759	786	27
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	842	869	27
Uruguay	850	877	27
Islande	952	978	26
Anc. Rép. youg. de Macédoine	876	900	24
Royaume-Uni	948	972	24

PAYS	SCORE DANS L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2000	SCORE DANS L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019	ÉVOLUTION DES SCORES ENTRE 2000 ET 2019
Vanuatu	774	798	24
Finlande	962	985	23
Îles Marshall	749	772	23
Brésil	785	806	21
Irlande	961	982	21
Grèce	944	964	20
Israël	954	974	20
Italie	960	980	20
Pologne	948	968	20
Belize	782	801	19
Monténégro	902	921	19
Slovénie	966	985	19
Somalie	449	468	19
Biélorussie	933	951	18
Australie	958	975	17
Chypre	960	977	17
Singapour	972	989	17
Canada	955	971	16
Norvège	969	985	16
Brunei	892	907	15
Chili	901	916	15
Espagne	963	977	14
France	959	973	14
Luxembourg	960	974	14
Allemagne	969	982	13
Belgique	966	979	13
Panama	779	792	13
Suède	974	986	12
Suisse	963	975	12
République de Corée	969	980	11
Barbade	905	915	10
Danemark	961	971	10
République centrafricaine	385	394	9
Malaisie	883	890	7
Malte	954	961	7
Fidji	870	876	6
Japon	968	973	5
Sainte-Lucie	878	881	3
Tonga	908	910	2
Seychelles	864	865	1
Trinité-et-Tobago	885	856	-29
Venezuela	739	707	-32
Syrie*	794	643	-151

Peu d'enfants privés de leur enfance

Quelques enfants privés de leur enfance

De nombreux enfants privés de leur enfance

La plupart des enfants privés de leur enfance

Quasiment tous les enfants privés de leur enfance

* La plupart des données disponibles concernant ces pays sont antérieures aux escalades de la violence et ne reflètent pas la dure réalité à laquelle sont confrontés les enfants dans ces environnements.

Les couleurs reflètent la mesure dans laquelle les enfants sont privés de leur enfance. Pour plus de détails, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport complet.

Classement des pays de l'Indice de privation de l'enfance 2019

CLASSEMENT	PAYS	SCORE
1	Singapour	989 [^]
2	Suède	986 [^]
3	Finlande	985 [^]
3	Norvège	985
3	Slovénie	985 ^v
6	Allemagne	982 [^]
6	Irlande	982 [^]
8	Italie	980
8	République de Corée	980
10	Belgique	979 [^]
11	Islande	978 ^v
11	Portugal	978 ^v
13	Chypre	977 ^v
13	Espagne	977
15	Australie	975
15	Suisse	975
17	Israël	974 [^]
17	Luxembourg	974 [^]
19	France	973 ^v
19	Japon	973
19	Lituanie	973 [^]
22	Royaume-Uni	972 [^]
23	Canada	971 [^]
23	Danemark	971
25	Nouvelle-Zélande	968 [^]
25	Pologne	968
27	Estonie	967 [^]
27	Lettonie	967 [^]
29	Croatie	965
30	Grèce	964 ^v
31	Hongrie	963 [^]
32	Malte	961
33	Bahreïn	958 [^]
34	Biélorussie	951 ^v
35	Koweït	942 ^v
36	Chine	941 [^]
36	États-Unis	941 ^v
38	Bosnie-Herzégovine	940 ^v
38	Fédération de Russie	940 ^v
40	Kazakhstan	933 [^]
40	Qatar	933 ^v
42	Ukraine	932
43	Émirats arabes unis	931 ^v
44	Tunisie	929 [^]

CLASSEMENT	PAYS	SCORE
45	Arabie saoudite	928 [^]
46	Serbie	927 ^v
47	Liban	926 [^]
48	Oman	925 ^v
49	Bulgarie	923 ^v
50	Monténégro	921 [^]
51	Roumanie	920 [^]
52	Île Maurice	919 [^]
53	Cuba	918 [^]
54	Maldives	917 ^v
55	Chili	916 [^]
56	Barbade	915 [^]
56	Sri Lanka	915 [^]
58	Samoa	911
59	Tonga	910 ^v
60	Jordanie	909 ^v
61	Albanie	908 [^]
61	Arménie	908 ^v
63	Algérie	907 [^]
63	Brunei Darussalam	907 [^]
65	RPD de Corée	906 [^]
66	Turquie	904
67	Turkménistan	902 [^]
68	Bahamas	901 ^v
69	Costa Rica	900 [^]
69	Anc. Rép. youg. de Macédoine	900
71	Malaisie	890 ^v
72	Ouzbékistan	887 [^]
73	Géorgie	883 ^v
74	Argentine	881 ^v
74	Sainte-Lucie	881 [^]
76	Mongolie	877 ^v
76	Uruguay	877 [^]
78	Fidji	876 ^v
79	Iran	869 [^]
79	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	869
81	Moldavie	868 [^]
82	Seychelles	865 ^v
83	Maroc	864 [^]
84	Palestine	863 ^v
85	Surinam	860 [^]
86	Thaïlande	859 ^v
87	Jamaïque	857 ^v
88	Trinité-et-Tobago	856 ^v

Peu d'enfants privés de leur enfance**

Quelques enfants privés de leur enfance

De nombreux enfants privés de leur enfance

La plupart des enfants privés de leur enfance

[^] Score en hausse par rapport à l'an dernier

^v Score en baisse par rapport à l'an dernier

Les scores de l'indice reflètent le niveau moyen de performance à travers un ensemble de huit indicateurs liés à la santé, à l'éducation, au travail, au mariage, à la maternité et à la violence à l'égard des enfants. Si un pays n'a pas été inclus dans cette analyse, cela est dû uniquement à l'absence de données suffisantes (p. ex. le pays ne possédait pas d'évaluations concernant au moins trois indicateurs). Voir pages 50 à 53 du rapport intégral pour l'ensemble de données sous-jacent, y compris les données manquantes. Les couleurs reflètent la mesure dans laquelle les enfants sont privés de leur enfance. Pour plus de détails, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport intégral.

* En temps de conflit, il est difficile et dangereux de recueillir des données. Les dernières données en date disponibles pour les pays touchés par des conflits sont souvent antérieures aux escalades de la violence et ne reflètent pas la dure réalité à laquelle sont confrontés les enfants dans ces environnements. En Syrie et au Yémen, par exemple, des preuves récentes indiquent que les taux de travail des enfants et de mariage des enfants ont augmenté. Ces tendances ne sont pas reflétées dans les données ni dans le classement de l'indice.

** Bien que relativement peu d'enfants soient privés de leur enfance dans ces pays, le nombre absolu d'enfants touchés peut s'élever à plusieurs millions. Ceci est particulièrement vrai dans les pays plus peuplés classés parmi les derniers de la couleur (p. ex. États-Unis, Russie).

CLASSEMENT DES PAYS DE L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019

CLASSEMENT	PAYS	SCORE
89	Azerbaïdjan	849 [^]
90	Tadjikistan	842 [^]
91	Cap-Vert	840
92	Pérou	835 [^]
93	Égypte	833 [^]
94	Kirghizistan	832 [^]
95	Vietnam	831 [^]
96	Mexique	826 [^]
97	Équateur	817 [^]
98	Bhoutan	811 [^]
99	Brésil	806 ^v
100	Paraguay	803 ^v
101	Belize	801 ^v
102	Botswana	800
102	Philippines	800 [^]
104	Vanuatu	798 ^v
105	Nicaragua	795 [^]
106	République dominicaine	794 [^]
107	Indonésie	792 ^v
107	Panama	792
109	Guyana	786 ^v
109	Myanmar*	786 ^v
111	Gabon	775 ^v
112	Îles Marshall	772
113	Inde	769 [^]
113	Afrique du Sud	769 ^v
115	Irak*	768 [^]
116	Bolivie	766 [^]
117	Ghana	763 [^]
118	Colombie	761 [^]
119	Namibie	760 ^v
120	Cambodge	755 [^]
121	Sao Tomé-et-Principe	751 ^v
122	Swaziland	747 ^v
122	Kenya	747 [^]
124	Salvador	745 ^v
125	Rwanda	744 ^v
126	Djibouti	732 [^]
127	Bangladesh	728 [^]
128	Timor oriental	725 [^]
129	Haïti	718 ^v
130	Congo	715 ^v
131	Venezuela	707 ^v
132	Sénégal	691 [^]

CLASSEMENT	PAYS	SCORE
133	Îles Salomon	689 [^]
134	Népal	685 [^]
135	Comores	684 ^v
136	Ouganda	683 ^v
137	Honduras	682 [^]
138	Togo	679 ^v
139	Zimbabwe	677 ^v
140	Burundi	676 [^]
141	Papouasie-Nouvelle-Guinée	675 ^v
142	Gambie	661 [^]
143	Yémen*	652 [^]
144	Éthiopie	651 ^v
145	RDP du Laos	643 ^v
145	Syrie*	643 ^v
147	Guatemala	639 [^]
148	Bénin	631 [^]
149	Pakistan	626 ^v
150	Zambie	623 ^v
151	Malawi	615 ^v
151	Soudan	615 ^v
153	Côte d'Ivoire	608 ^v
154	Érythrée	606 ^v
155	Tanzanie	604 ^v
156	Liberia	599 ^v
157	Guinée-Bissau	597 ^v
158	Afghanistan	596 [^]
158	Madagascar	596 [^]
160	Sierra Leone	591 [^]
161	Cameroun	582 ^v
161	Mauritanie	582 ^v
163	Angola	581 [^]
163	Guinée équatoriale	581 ^v
165	Lesotho	579 ^v
166	Mozambique	567 ^v
167	Burkina Faso	565 [^]
168	République démocratique du Congo	556
169	Guinée	531 [^]
170	Nigeria	504 ^v
171	Somalie	468 ^v
172	Soudan du Sud	461 ^v
173	Mali	430 [^]
174	Tchad	408 ^v
175	Niger	402 [^]
176	République centrafricaine	394 ^v

Peu d'enfants privés de leur enfance**

Quelques enfants privés de leur enfance

De nombreux enfants privés de leur enfance

La plupart des enfants privés de leur enfance

[^] Score en hausse par rapport à l'an dernier

^v Score en baisse par rapport à l'an dernier

Les scores de l'indice reflètent le niveau moyen de performance à travers un ensemble de huit indicateurs liés à la santé, à l'éducation, au travail, au mariage, à la maternité et à la violence à l'égard des enfants. Si un pays n'a pas été inclus dans cette analyse, cela est dû uniquement à l'absence de données suffisantes (p. ex. le pays ne possédait pas d'évaluations concernant au moins trois indicateurs). Voir pages 50 à 53 du rapport intégral pour l'ensemble de données sous-jacent, y compris les données manquantes. Les couleurs reflètent la mesure dans laquelle les enfants sont privés de leur enfance. Pour plus de détails, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport intégral.

* En temps de conflit, il est difficile et dangereux de recueillir des données. Les dernières données en date disponibles pour les pays touchés par des conflits sont souvent antérieures aux escalades de la violence et ne reflètent pas la dure réalité à laquelle sont confrontés les enfants dans ces environnements. En Syrie et au Yémen, par exemple, des preuves récentes indiquent que les taux de travail des enfants et de mariage des enfants ont augmenté. Ces tendances ne sont pas reflétées dans les données ni dans le classement de l'indice.

** Bien que relativement peu d'enfants soient privés de leur enfance dans ces pays, le nombre absolu d'enfants touchés peut s'élever à plusieurs millions. Ceci est particulièrement vrai dans les pays plus peuplés classés parmi les derniers de la couleur (p. ex. États-Unis, Russie).

Indice de privation de l'enfance 2019 complet

CAUSE DE PRIVATION DE L'ENFANCE	DÉCÈS DE L'ENFANT	GRAVE MALNUTRITION DE L'ENFANT	DÉSCOLARISATION DE L'ENFANT	LANCEMENT DE L'ENFANT DANS LE TRAVAIL	MARIAGE DE L'ENFANT	MÈRE-ENFANT	ENFANT VICTIME DE VIOLENCE EXTRÊME			INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019					
							Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)			Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)†	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)
INDICATEUR	2017	2013-2018*	2013-2018*	2013-2018*	2013-2018*	2016	2018	2016	Score (sur 1 000)	Classement (sur 176)					
Afghanistan*	67,9	40,9	41,9	z	29,4	16,9	b	68,8	14,9	c	3,0	596	158		
Afrique du Sud	37,1	27,4	9,8		...	3,1	a	44,4	0,0		15,6	769	113		
Albanie	8,8	11,3	a	6,9	5,1	x,y	6,7	a	20,7	1,0	2,0	908	61		
Algérie*	24,0	11,7	x	9,7	x,z	5,0	y	3,1	b	10,4	0,0	1,6	907	63	
Allemagne	3,7	1,3	x	...	...	0,4		6,8	0,0		0,3	982	6
Ancienne République yougoslave de Macédoine	13,7	4,9	x	15,7	x	12,5	x,y	4,3	x	16,6	0,2	0,4	900	69	
Angola	81,1	37,6		36,4	x	23,4		18,2		154,5	0,1	5,0	581	163	
Antigua-et-Barbuda	7,4	...		18,9	...	...		44,7	0,1		0,7	-	-
Arabie saoudite	7,4	9,3	x	4,0	...	5,6	b,x	8,3	0,0		4,1	928	45		
Argentine	10,4	8,2	x	2,9	4,4	x,y	12,7	x	63,0	0,0	3,1	881	74		
Arménie	12,6	9,4		7,1	x	8,7	y	4,6		24,0	0,8	0,6	908	61	
Australie	3,5	2,0	x	2,4		0,5	b	13,3	0,0	0,4	975	15	
Autriche	3,6	...		...	...	2,7	x	7,2		0,0	0,2	-	-
Azerbaïdjan	23,0	18,0		6,4	6,5	x,y	8,9	a,x	52,6	6,4	0,9	849	89		
Bahamas	7,2	...		11,2	...	2,4	x	28,0	0,2		10,1	901	68		
Bahreïn	7,3	...		2,3	...	5,3	b,x	13,5	0,0		0,3	958	33		
Bangladesh	32,4	36,1		17,4	4,3	y	32,4	x	84,4	0,0	1,5	728	127		
Barbade	12,4	7,7	x	6,5	1,9	x,y	1,4	a,x	39,2	0,1	3,9	915	56		
Belgique	3,8	...		1,6	...	2,2	x	5,1		0,0	0,4	979	10		
Belize	14,2	15,0		10,2	3,2	y	20,8	a	64,7	0,1	11,9	801	101		
Béni	98,3	32,2	a	23,8	32,9	a	16,0	a	88,1	0,0	3,8	631	148		
Bhoutan	30,8	33,6	x	19,1	2,9	x,y	15,2	x	22,1	0,9	0,6	811	98		
Biélorussie	3,7	4,5	x	2,4	1,4	x,y	7,4	x	18,0	0,1	0,5	951	34		
Bolivie (État plurinational de)	34,9	16,1		11,7	26,4	x,y	11,6	x	69,0	0,0	6,0	766	116		
Bosnie-Herzégovine	5,7	8,9	x	...	5,3	x,y	0,6	x	10,4	4,7	0,7	940	38		
Botswana	37,6	31,4	x	...	9,0	x,y	7,1	x	31,7	0,0	4,6	800	102		
Brésil	14,8	7,1	x	7,2	6,6	y	15,1	x	62,7	0,0	17,7	806	99		
Brunei Darussalam	10,5	19,7	x	9,1	...	...	3,1	b,x	10,9	0,0	1,0	907	63
Bulgarie	7,5	...		7,9	...	...	8,4	x	40,3	0,0	0,4	923	49
Burkina Faso	81,2	27,3		38,5	39,2	x,y	31,5	x	106,5	0,2	5,0	565	167		
Burundi	61,2	55,9		20,6	26,3	x,y	5,9	a	27,4	6,3	4,1	676	140		
Cap-Vert	17,4	...		20,5	6,4	x,y	8,1	x	74,7	0,0	4,4	840	91		
Cambodge	29,2	32,4		22,5	x	19,3	y	15,6		49,9	0,1	0,7	755	120	
Cameroun	84,0	31,7		22,6	47,0		20,1		108,8	1,1	6,2	582	161		
Canada	5,1	...		2,4	...	...	1,7		9,8	0,0	0,7	971	23
Chili	7,4	1,8		6,2	6,6	x,y	5,7	x	46,6	0,0	1,9	916	55		
Chine*	9,3	8,1		7,6	z	3,1	b	6,5	0,0	e	0,6	941	36
Chypre	2,7	...		3,0	...	...	3,1	x	4,7	0,0	0,5	977	13
Colombie	14,7	12,7	x	7,9	7,8	y	12,7		49,5	16,1	c	20,9	761	118	
Comores	69,0	32,1	x	28,1	22,0	x,y	16,4	x	67,2	0,1	3,7	684	135		
Congo*	47,5	21,2		11,0	x,z	23,3	16,1	a	114,1	3,4	4,4	715	130		
Costa Rica	9,0	5,6	x	5,3	4,1	x,y	7,1		54,6	0,0	3,3	900	69		
Côte d'Ivoire	88,8	21,6		30,9	31,3	a	18,4	a	133,4	0,2	6,7	608	153		
Croatie	4,6	...		6,3	...	...	2,0	x	9,4	0,7	0,2	965	29
Cuba	5,4	...		6,6	...	...	11,1		45,0	0,2	1,3	918	53
Danemark	4,3	...		3,8	...	...	3,5	x	4,2	0,0	0,3	971	23

Les couleurs reflètent la prévalence : Modérée, Forte, Très forte

INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019 COMPLET

CAUSE DE PRIVATION DE L'ENFANCE	DÉGÈS DE L'ENFANT	GRAVE MALNUTRITION DE L'ENFANT	DÉSCOLARISATION DE L'ENFANT	LANCÈMENT DE L'ENFANT DANS LE TRAVAIL		MARIAGE DE L'ENFANT	MÈRE-ENFANT	ENFANT VICTIME DE VIOLENCE EXTRÊME		INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019	
				Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)			Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)†	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)		
INDICATEUR	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)†	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)	Score (sur 1 000)	Classement (sur 176)	
	2017	2013-2018+	2013-2018+	2013-2018+	2013-2018+	2016	2018	2016			
Djibouti	61,7	33,5 x	52,9	7,7 x,y	2,6 b,x	19,4	0,3	3,4	732	126	
Égypte	22,1	22,3	8,0	7,0	14,4 b	51,0	0,0	2,2	833	93	
Émirats arabes unis	9,1	...	5,1	...	6,7 b,x	28,2	0,0	1,7	931	43	
Équateur	14,5	23,9	5,3	4,9 y	20,0 x	74,6	0,1	2,9	817	97	
Érythrée	43,1	50,3 x	62,7	...	...	53,5	11,0	3,2	606	154
Espagne	3,1	...	1,1	...	x	3,5	8,7	0,0	977	13	
Estonie	2,7	...	4,5	...	...	4,4 x	13,3	0,0	967	27
États-Unis	6,6	2,1 x	3,4	...	...	5,8 x	20,6	0,0	941	36
Éthiopie	58,5	38,4	33,6	27,4 x,y	17,4	64,9	1,3	4,2	651	144	
Fédération de Russie	7,6	...	3,4	...	...	7,5 x	22,5	0,1	940	38
Fidji	25,3	...	7,8 x	...	...	7,6 b,x	43,7	0,2	876	78
Finlande	2,3	...	1,7	...	...	0,3	6,9	0,0	985	3
France	4,2	...	2,5	...	...	2,7	8,8	0,0	973	19
Gabon*	48,3	17,5 x	7,7 x,z	13,4 x,y	13,5 x	98,5	0,0	3,8	775	111	
Gambie*	63,6	25,0	35,9 z	19,2 x,y	23,8	81,9	1,6	5,5	661	142	
Géorgie	10,8	11,3 x	2,0	4,2 y	10,6 x	47,1	7,8	1,1	883	73	
Ghana	49,3	18,8	19,0	21,8 y	6,4	67,6	0,1	4,5	763	117	
Grèce	5,3	...	7,8	...	...	1,8 x	7,5	0,0	964	30
Grenade	16,7	...	10,5	...	...	...	30,4	0,1	—	—
Guatemala	27,6	46,5	28,6	25,8 x,y	19,8	72,5	0,5	10,4	639	147	
Guinée	85,7	30,3 a	37,8	38,1 a	35,2 a	137,4	0,4	5,2	531	169	
Guinée équatoriale	89,6	26,2 x	...	...	...	22,0 x	157,9	0,0	581	163
Guinée-Bissau*	84,2	27,6	30,6 z	51,1	11,4	87,2	0,3	6,9	597	157	
Guyana	31,3	12,0	9,5 x	18,3	13,3 a	86,7	0,1	6,0	786	109	
Haïti*	71,7	21,9 a	14,3 x,z	24,4 x,y	6,9 a	38,2	0,6	14,9	718	129	
Honduras	18,2	22,7 x	30,1	14,1 y	22,6 x	72,2	2,7	18,3	682	137	
Hongrie	4,5	...	6,4	...	...	0,7	19,8	0,1	963	31
Île Maurice	13,1	...	8,9	...	...	7,0 x	26,9	0,0	919	52
Îles Marshall	34,0	...	23,7	...	...	21,1 x	84,5 x,z	0,0	772	112
Îles Salomon	20,6	31,6	31,3 x	47,8 y	11,4 a	47,8	0,0	1,9	689	133	
Inde	39,4	38,4	20,2	11,8 x,y	15,2 a,b	24,5	0,0	1,3	769	113	
Indonésie	25,4	36,4	14,2	6,9 x,y	12,8 x	48,0	0,0	2,8	792	107	
Irak	30,4	9,9 a	21,9 x	7,3 a	18,4 a,b	79,8	8,3 c	6,7	768	115	
Iran (République islamique de)	14,9	6,8 x	6,8	11,4 x,y	21,1 b,x	25,7	0,2 c	1,4	869	79	
Irlande	3,5	...	0,2	...	...	1,1 x	10,1	0,0	982	6
Islande	2,1	...	4,9	...	...	0,4	7,3	0,0	978	11
Israël	3,6	...	1,9	...	...	2,5 b	9,7	0,0	974	17
Italie	3,4	...	2,4	...	...	1,5 x	6,2	0,0	980	8
Jamaïque	15,2	6,2	...	3,3 x,y	3,4 x	54,4	0,1	15,0	857	87	
Japon	2,6	7,1 x	1,7	...	...	0,5 b	4,2	0,0	973	19
Jordanie	17,0	7,8 x	...	1,7 y	11,0 b	23,3	0,1	1,5	909	60	
Kazakhstan	10,0	8,0	0,9	2,2 x,y	6,0	28,4	0,0	1,2	933	40	
Kenya	45,6	26,0	20,5 x	...	...	12,0	81,8	0,0	747	122
Kirghizistan	20,0	12,9	5,5	25,8	13,1	38,8	0,1	1,2	832	94	
Kiribati	54,6	...	...	...	...	15,8 x	17,2	0,0	—	—
Koweït	8,1	4,9	7,5	...	...	5,3 b,x	9,4	0,1	942	35
Lettonie	4,2	...	2,8	...	...	2,6 x	13,8	0,0	967	27
Lesotho	85,9	33,2	24,7	...	...	17,7	89,7	0,0	579	165
Liban	7,8	...	20,1 x	1,9 x,y	3,3 b,x	12,2	0,2	1,4	926	47	
Liberia	74,7	32,1	49,7	20,8 x,y	14,3	128,8	0,2	5,9	599	156	
Libye	12,4	21,0 x	...	...	...	...	5,7	4,0	—	—
Lituanie	4,3	...	0,8	...	...	2,1 x	11,4	0,0	973	19
Luxembourg	2,6	...	7,5	...	...	1,0 x	5,4	0,0	974	17
Madagascar*	44,2	49,2 x	29,2 x,z	22,9 y	33,7 x	111,7	0,0	4,4	596	158	
Malawi	55,4	37,1	17,5	39,3	23,5	141,0	0,0	0,8	615	151	

Les couleurs reflètent la prévalence : Modérée, Forte, Très forte

INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019 COMPLET

CAUSE DE PRIVATION DE L'ENFANCE	DÉGÈS DE L'ENFANT	GRAVE MALNUTRITION DE L'ENFANT	DÉSCOLARISATION DE L'ENFANT	LANCÈMENT DE L'ENFANT DANS LE TRAVAIL	MARIAGE DE L'ENFANT	MÈRE-ENFANT	ENFANT VICTIME DE VIOLENCE EXTRÊME		INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019		
							Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)†	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)			
INDICATEUR	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	2016	2018	2016	Score (sur 1 000)	Classement (sur 176)
Malaisie	7,9	20,7	13,4	...	6,0 b,x	13,4	0,0	1,9	890	71	
Maldives*	7,9	15,3 a	11,1 x,z	...	3,8 a	6,5	0,0	1,3	917	54	
Mali	106,0	26,9 a	46,0	55,8	38,9 a	171,1	1,2 c	6,9	430	173	
Malte	6,4	...	5,7	...	0,5 x	16,8	0,0	0,4	961	32	
Maroc	23,3	14,9 x	11,5	8,3 x,y	11,0 b,x	31,7	0,0	0,7	864	83	
Mauritanie	79,0	27,9	39,6	37,6	27,8 a,b	80,5	1,0	7,0	582	161	
Mexique	13,4	12,4	10,4	12,4	15,4	61,4	0,1	4,9	826	96	
Mongolie	17,2	10,8	8,6 x	17,3	4,9	24,2	0,2	1,4	877	76	
Monténégro	3,5	9,4	7,2	12,5	2,1	12,1	0,2	0,5	921	50	
Mozambique	72,4	43,1 x	26,5	22,2 x,y	43,1 a	138,9	0,1	1,6	567	166	
Myanmar	48,6	29,2	18,8	9,3 y	11,9 b	29,0	2,9 c	2,0	786	109	
Namibie	44,2	23,1	15,1 x	...	5,4	75,0	0,1	8,7	760	119	
Nauru	33,0	24,0 x	22,0	...	18,3 x	94,0 z	0,0	...	-	-	
Népal	33,7	35,8	13,8	37,4	27,1 a	62,1	0,1	1,5	685	134	
Nicaragua	17,2	17,3 x	10,4 x	...	22,4 x	86,9	0,1	5,2	795	105	
Niger	84,5	42,2	51,6	30,5 x,y	59,8 x	194,0	0,8 c	7,5	402	175	
Nigeria*	100,2	43,6	38,0 z	50,8 a	22,2 a	109,3	1,3 c	5,4	504	170	
Norvège	2,6	...	2,1	...	0,1	5,7	0,0	0,2	985	3	
Nouvelle-Zélande	5,3	...	1,5	...	0,5 b,x	20,6	0,0	0,7	968	25	
Oman	11,3	14,1	3,9	...	3,3 a,b	7,9	0,0	1,9	925	48	
Ouganda*	49,0	28,9	23,3 z	16,3 x,y	19,9 a	110,5	0,4	6,4	683	136	
Ouzbékistan	22,5	19,6 x	6,3	...	4,9 x	16,7	0,0	0,5	887	72	
Pakistan	74,9	47,2 a	40,8	...	13,5 a,b	37,7	0,2	6,5	626	149	
Palestine	20,9	7,4	12,3	5,7 x,y	9,1 b	57,2	2,2	2,7 z	863	84	
Panama	16,1	19,1 x	16,8	2,5 y	14,1 a	82,8	0,0	9,6	792	107	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53,4	49,5 x	27,5	...	14,8 x	53,4	0,0	4,5	675	141	
Paraguay	21,0	5,6	15,4 x	26,4 a	16,1 a	56,6	0,0	3,0	803	100	
Pays-Bas	3,9	...	...	...	0,1	4,1	0,0	0,3	-	-
Pérou	15,0	13,1	4,1 x	21,8 y	11,3	48,4	0,0	3,7	835	92	
Philippines	28,1	33,4	6,1	11,1 x,y	8,5 a	59,9	0,5 c	3,5	800	102	
Pologne	4,7	...	5,3	...	1,2 x	13,0	0,0	0,2	968	25	
Portugal	3,7	...	2,4	...	0,6 b,x	9,9	0,0	0,4	978	11	
Qatar	7,6	...	10,7	...	4,0 a,b	10,2	0,0	3,8	933	40	
République arabe syrienne	17,0	27,5 x	45,0	4,0 x,y	9,7 b,x	39,5	74,5 c	1,0	643	145	
République centrafricaine	121,5	40,7 x	49,1 x	28,5 x,y	54,8 x	105,8	29,3 c	7,7	394	176	
République de Corée	3,3	2,5 x	3,1	...	0,4 b,x	1,7	0,0	0,4	980	8	
République de Moldavie	15,5	6,4 x	17,0	16,3 x,y	9,9 x	22,7	0,2	0,8	868	81	
République démocratique du Congo*	91,1	42,6	16,6 z	38,4	21,3	125,2	6,6 c	7,3	556	168	
République démocratique populaire de Corée	19,0	19,1 a	...	5,1 a	0,0 a	0,3	0,0	2,7	906	65	
République démocratique populaire du Laos	63,4	33,0 a	19,2	42,5 a	23,5 a	63,3	0,1	3,9	643	145	
République dominicaine	29,9	7,1	10,8	12,8	18,1	96,1	0,0	5,3	794	106	
République tchèque	3,3	...	...	...	0,9 x	10,2	0,0	0,2	-	-
République unie de Tanzanie	54,0	34,4	42,7	28,8 y	22,3	116,6	0,0	4,1	604	155	
Roumanie	7,8	...	13,8	...	6,7 x	33,7	0,0	0,3	920	51	
Royaume-Uni	4,3	...	0,8	...	2,9 x	13,5	0,0	0,6	972	22	
Rwanda*	37,9	37,9	22,6 z	28,5 x,y	3,0	26,8	2,2	2,9	744	125	
Saint-Lucie	16,6	2,5 x	10,6 x	3,9 x,y	...	41,3	0,6	5,1	881	74	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	16,2	...	3,5	...	16,7 x	50,1	1,3	4,4	869	79	
Salvador	14,5	13,6	22,5	8,9 y	16,3	70,3	3,3	17,9	745	124	
Samoa	16,5	4,7	8,8	...	7,8 a	24,8	0,0	1,2	911	58	
Sao Tomé-et-Principe	32,4	17,2	10,9	26,0	15,3	96,3	0,0	4,1	751	121	
Sénégal	45,4	16,5 a	39,3	23,0	23,3 a	74,9	0,3	4,4	691	132	
Serbie	5,7	6,0	4,7	9,5	3,1	19,3	3,0 d	0,3	927	46	

Les couleurs reflètent la prévalence : Modérée, Forte, Très forte

INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019 COMPLET

CAUSE DE PRIVATION DE L'ENFANCE	DÉGÈS DE L'ENFANT	GRAVE MALNUTRITION DE L'ENFANT	DÉSCOLARISATION DE L'ENFANT	LANCÈMENT DE L'ENFANT DANS LE TRAVAIL	MARIAGE DE L'ENFANT	MÈRE-ENFANT	ENFANT VICTIME DE VIOLENCE EXTRÊME		INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2019	
							Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)			Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)†	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)
INDICATEUR	2017	2013-2018+	2013-2018+	2013-2018+	2013-2018+	2016	2018	2016	Score (sur 1 000)	Classement (sur 176)
Seychelles	14,2	7,9 x	9,5	...	...	57,8	0,0	1,5	865	82
Sierra Leone	110,5	26,4 a	26,1	39,0 a	15,3 a	115,6	0,1	6,4	591	160
Singapour	2,8	...	0,1	...	0,4 b,x	3,7	0,0	0,1	989	1
Slovaquie	5,6	...	...	...	1,6 x	22,2	0,0	0,3	–	–
Slovénie	2,1	...	2,8	...	0,5 x	4,3	0,0	0,1	985	3
Somalie*	127,2	25,3 x	48,7 x,z	49,0 x,y	24,6 b,x	102,2	25,8 c	3,1	468	171
Soudan	63,2	38,2	47,3 x	24,9	20,0 b	67,2	6,7 c	3,1	615	151
Soudan du Sud	96,4	31,1 x	66,7	...	40,1 x	65,2	31,6 c	2,4	461	172
Sri Lanka	8,8	17,3	6,4	1,0 y	6,0 a	14,8	0,8	0,8	915	56
Suède	2,8	...	0,7	...	0,3	5,3	0,0	0,6	986	2
Suisse	4,2	...	6,1	...	0,4	3,1	0,0	0,3	975	15
Surinam	19,6	8,8 x	15,8	4,1 x,y	11,8 x	46,7	0,0	3,5	860	85
Swaziland	53,9	25,5	21,8	7,3 x,y	3,7	78,5	0,0	10,8	747	122
Tadjikistan	33,6	17,5 a	10,9 x	10,0 x	12,6 a	36,9	0,1	0,5	842	90
Tchad	123,2	39,9	46,1	51,5	38,3	164,5	1,1	5,7	408	174
Thaïlande	9,5	10,5	12,4 x	8,3 x,y	14,1 a	51,8	0,0	2,0	859	86
Timor oriental	47,6	45,6 a	19,7	...	8,2 a	45,6	0,0	4,6	725	128
Togo	72,9	27,5	21,6	27,9	12,7	89,6	0,1	4,8	679	138
Tonga	16,0	8,1 x	10,3	...	4,6 x	15,1	0,1	2,2	910	59
Trinité-et-Tobago*	26,1	11,0 x	4,2 x,z	2,3 a,x,y	2,1 b,x	31,0	0,0	16,4	856	88
Tunisie*	13,0	10,1 x	13,3 x,z	2,1 x,y	1,2 b,x	7,6	0,0	0,6	929	44
Turkménistan*	47,3	11,5	0,4 z	0,3	6,0	24,8	0,0	1,5	902	67
Turquie	11,6	9,5	10,4	5,9 x,y	6,6 b	26,9	0,1	0,9	904	66
Tuvalu	24,9	10,0 x	16,3	...	8,0 b,x	28,0 x,z	0,0	...	–	–
Ukraine	8,8	...	4,9	2,4 x,y	6,5 x	24,7	4,4	0,7	932	42
Uruguay	8,2	10,7 x	6,2	7,9 x,y	7,4	55,4	0,0	3,6	877	76
Vanuatu	26,9	28,5	16,1	15,2 y	11,3 a	42,5	0,0	1,3	798	104
Venezuela (République bolivarienne de)	30,9	13,4 x	17,3	...	15,8 x	85,8	2,7	23,8	707	131
Vietnam*	20,9	24,6	10,2 z	16,4	9,7	29,0	0,4	1,2	831	95
Yémen	55,4	46,5	28,9	22,7 x,y	16,7 b	61,8	7,6 c	2,8	652	143
Zambie*	60,0	40,0	22,2 z	40,6 x,y	16,9	86,0	0,0	5,5	623	150
Zimbabwe	50,3	26,8	24,9	...	19,6	105,8	0,2	8,3	677	139
MOYENNES MONDIALE ET REGIONALES*										
Afrique sub-saharienne§	75,5	33,9	31,7	29,4	23,0	122,0	2,3	5,4	593	–
Afrique australe et de l'Est	59,1	34,1	29,5	25,8	20,0	112,8	2,1	5,1	631	–
Afrique centrale et de l'Ouest	91,2	33,7	32,7	31,9	26,7	129,8	2,1	5,9	559	–
Moyen-Orient et Afrique du Nord	23,0	15,0	17,9	6,9	12,8	41,0	4,7	2,5	829	–
Asie du Sud	44,8	35,0	22,8	12,4 y,z	29,0 z	44,3	0,3	2,0	722	–
Asie de l'Est et Pacifique	15,8	9,0	9,7	10,0 y,z**	5,7	21,2	0,1	1,4	897	–
Amérique latine et Caraïbes	17,7	9,6	9,9	10,5	10,9	74,3	1,5	11,4	808	–
CEE/CEI‡	13,1	8,5	6,7	5,4 y,z	7,3	29,0	0,9	1,0	908	–
Monde	39,1	22,2	17,6	12,6 y,z**	16,0	50,4	0,9 z	3,3	781	–

Les couleurs reflètent la prévalence : Modérée, Forte, Très forte

... Données non disponibles ou obsolètes (antérieures à 2005).

+ Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période de référence.

a Estimation à partir des récentes EGIM ou EDS (en attendant une nouvelle analyse).

b L'estimation n'inclut pas les unions consensuelles.

c Il existe des preuves de recrutement et d'utilisation d'enfants (p. ex. en tant qu'enfants soldats).

d Inclut les populations déplacées en provenance de Serbie et du Kosovo

e Inclut les populations déplacées d'origine tibétaine.

x Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période 2005-2012.

y Les données diffèrent de la définition standard (à interpréter avec prudence).

z Les données sont extraites de la source secondaire (à interpréter avec prudence).

§ Inclut l'Afrique australe et de l'Est, l'Afrique centrale et de l'Ouest, Djibouti et le Soudan

‡ Europe centrale et de l'Est et Communauté des États indépendants

** À l'exclusion de la Chine

* Afin d'inclure le plus grand nombre possible de pays dans les classements, les données concernant la scolarisation dans ces 19 pays ont été extraites d'enquêtes, en l'absence de données récentes sur les inscriptions.

† Inclut les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées internes (PDI), les rapatriés (réfugiés et PDI) et autres personnes relevant du HCR.

N.B. : pour connaître la définition des indicateurs, les sources de données primaires et secondaires, les seuils de prévalence et les classifications régionales, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport complet.

Notes

¹ Ces chiffres représentent la différence entre le nombre total d'enfants touchés par chaque cause de privation de l'enfance en 2000 et le nombre total touché lors des dernières estimations. La dernière année en date pour laquelle des estimations mondiales sont disponibles est 2017 pour la mortalité, le retard de croissance et la déscolarisation des enfants de moins de cinq ans, et 2016 pour le travail des enfants, le mariage des enfants, les naissances chez les adolescentes et les homicides d'enfants.

² Un cinquième de ces enfants sont morts. Les autres, soit 540 millions ou 23 % des enfants de moins de 18 ans à travers le monde, sont en vie et privés de leur enfance. Pour plus de détails sur cette analyse, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport complet.

³ Queen's University Belfast et Save the Children. *Enabling the Exercise of Civil and Political Rights: The Views of Children*. (2016)

⁴ La *Convention relative aux droits de l'enfant* (CDE) représente un consensus mondial sur les conditions de l'enfance. Elle reconnaît l'enfance comme étant un espace distinct de l'âge adulte, défini par un ensemble précis de droits. Il incombe à tous ceux qui ont des devoirs envers les enfants (gouvernements, organisations internationales, société civile, familles et individus) de veiller à ce que les droits de l'enfant soient respectés et protégés. Les enfants qui ne sont pas protégés et sont exposés à l'exploitation et à la maltraitance voient leur enfance dégradée. L'instauration d'un environnement protecteur est un élément crucial de l'engagement des gouvernements et des sociétés à s'assurer qu'aucun enfant ne soit privé des ressources matérielles, spirituelles et émotionnelles dont il a besoin pour exploiter son potentiel ou participer à la société en tant que membre à part entière et sur un pied d'égalité. Ce rapport montre que pour des centaines de millions d'enfants, la promesse de l'enfance qui sous-tend la Convention n'est pas tenue. Pour en savoir plus sur le rôle de la CDE dans la définition du concept de l'enfance, voir *La situation des enfants dans le monde 2005* de l'UNICEF.

⁵ Cet ensemble de pays désigne ceux qui figurent dans la *Liste harmonisée des situations fragiles* du Groupe de la Banque mondiale pour les exercices 2006 à 2019. La liste exhaustive détaillée peut être consultée sur worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations

⁶ McArthur, J.W. et K Rasmussen. « Change of Pace: Accelerations and Advances during the Millennium Development Goal Era. » *World Development* 105 (2018) 132–143

⁷ Cette même étude de Brookings a constaté qu'en matière de sous-alimentation et d'accès à l'eau potable, les accélérations dans la majorité des pays en développement ont été contrebalancées par un ralentissement des progrès dans de nombreux pays densément peuplés (c'est-à-dire que l'on compte davantage de personnes sous-alimentées et privées d'eau en 2015 que cela aurait été le cas si les tendances des années 1990 s'étaient poursuivies).

⁸ Banque mondiale. « Ending Extreme Poverty Hinges on Progress in Fragile and Conflict-affected Situations ». 30 avril 2013 ; UN ESCAP. « Make the Voices Heard of the 1.5 Billion People in Fragile & Conflict-Affected Areas ». 27 février 2013

⁹ Voir, par exemple : Understanding Children's Work Programme. *Understanding Trends in Child Labour: A Joint ILO-UNICEF-The World Bank Report*. (Rome: 2017) ; Girls Not Brides. *Lessons Learned from Selected National Initiatives to End Child Marriage – 2016*. (London: 2017) et Overseas Development Institute et Save the Children. *Progress in Child Well-Being: Building on What Works*. (London: 2012)

¹⁰ Voir, par exemple : General Economics Division (GED), Planning Commission, Government of the People's Republic of Bangladesh ; PNUD. *Briefing note for countries on the 2018 Statistical Update – Colombia*. (2018) et National Planning Commission and the United Nations in Ethiopia. *MDG Report 2014 Ethiopia* (2015).

¹¹ Understanding Children's Work Programme. *Understanding Trends in Child Labour: A Joint ILO-UNICEF-The World Bank Report*. (Rome: 2017)

¹² Overseas Development Institute et Save the Children. *Progress in Child Well-Being: Building on What Works*. (London: 2012)

¹³ Buchmann, Nina, et al. *Power vs Money: Alternative Approaches to Reducing Child Marriage in Bangladesh, a Randomized Control Trial*. (2017)

¹⁴ The Borgen Project. *U.S. Benefits from Foreign Aid to Niger*. <https://borgenproject.org/u-s-benefits-from-foreign-aid-to-niger-2/>

¹⁵ Ministère nigérien des Finances. <http://www.finances.gouv.ne/>

¹⁶ Mehrotra, S. (2004) *Improving Child Well-being in Developing Countries: What do we know? What can be done?*, Report 9, London: CHIP

¹⁷ ODI et Save the Children. *Progress in Child Well-Being: Building on What Works*. (London: 2012)

¹⁸ Save the Children. *A Fair Chance at Life: Why Equity Matters for Child Mortality*. (London: 2010) et UNICEF. *Narrowing the Gaps to Meet the Goals*. (New York: 2010)

¹⁹ OCDE. *Official Development Assistance 2017 – Preliminary Data* www2.compareyourcountry.org/oda?cr=20001&cr1=oc&lg=en&page=1 Consulté le 11 mars 2019

²⁰ Save the Children. *Progress in Child Well-Being: Building on What Works*. (London: 2012)

²¹ Ozawa, Sachiko, Samantha Clark, Allison Portnoy, Simrun Grewal, Logan Brenzel et Damian G. Walker. « Return on Investment From Childhood Immunization In Low- And Middle-Income Countries, 2011–20. » *Health Affairs*. Vol. 35, N° 2. Février 2016

²² Voir, par exemple : Chaaban, Jad et Wendy Cunningham. *Measuring the Economic Gains of Investing in Girls: The Girl Effect Dividend*. (Banque mondiale: 2011) et Mercy Tembon et Lucia Fort. *Girls' Education in the 21st Century: Gender Equality, Empowerment, and Economic Growth* (Banque mondiale: 2008)

²³ Voir, par exemple : UNICEF, www.unicef.org/earlychildhood/index_69851.html

²⁴ Gavi, l'Alliance du vaccin. *Vaccine Support*. www.gavi.org/support/nvs/

²⁵ Voir également : Overseas Development Institute et Save the Children. *Progress in Child Well-Being: Building on What Works*. (London: 2012)

²⁶ Voir, par exemple : Chaaban, Jad et Wendy Cunningham. *Measuring the Economic Gains of Investing in Girls: The Girl Effect Dividend*. (Banque mondiale: 2011) ; Mercy Tembon et Lucia Fort. *Girls' Education in the 21st Century: Gender Equality, Empowerment, and Economic Growth*. (Banque mondiale: 2008) et OCDE. *Gender Equality in Education, Employment and Entrepreneurship: Final Report to the MCM 2012*. (Paris: 2012)

²⁷ Sustainable Development Goals. *Gender Equality: Why it Matters*. (2018)

²⁸ Ibid.

²⁹ ONU-Femmes. *Turning Promises into Action: Gender Equality in the 2030 Agenda for Sustainable Development*. (New York: 2018)

³⁰ Inter-Parliamentary Union. *Women in National Parliaments*. archive.ipu.org/wmn-e/world.htm. Consulté le 12 mars 2019.

³¹ Inter-Parliamentary Union Open Data. ata.ipu.org/home. Consulté le 12 mars 2019.

³² Inter-Parliamentary Union. *Women in National Parliaments*. archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm. Consulté le 12 mars 2019.

³³ Voir, par exemple : ONU-Femmes. *In Brief: Women's Leadership and Political Participation* ; Inter-Parliamentary Union. *Equality in Politics: A Survey of Men and Women in Parliaments* (2008) ; Klugman, et al. *Voice and Agency: Empowering Women and Girls for Shared Prosperity*. (Banque mondiale: 2014) ; UNDAW. *Equal Participation of Women and Men in Decision-Making Processes, with Particular Emphasis on Political Participation and Leadership, Report of the Expert Group Meeting Addis-Ababa, Ethiopia 24-27 October 2005* ; Susan Markham. « Women as Agents of Change: Having Voice in Society and Influencing Policy. » *Women's Voice, Agency, and Participation Research Paper 5*. (Banque mondiale: 2013)

³⁴ Une étude a par exemple révélé que lorsque le pourcentage de femmes au parlement augmente de 5 %, une nation est cinq fois moins susceptible de recourir à la violence face à une crise internationale. Une autre a montré que lorsqu'au moins 35 % des législateurs étaient des femmes, la probabilité qu'un État replonge dans la guerre civile était quasiment nulle. Inclure des femmes dans les processus de paix réduit de 64 % les risques d'échec et

augmente de 35 % les chances que la paix dure au moins 15 ans. Pour plus d'informations, voir : Our Secure Future. *The Evidence for Women, Peace and Security*. (2018)

³⁵ Hicks, et al. « Women as Policy Makers and Donors: Female Legislators and Foreign Aid. » *European Journal of Political Economy*, Volume 41, 2016

³⁶ Girls Not Brides. *16 Activists Who Tackle Child Marriage Every Day*. www.girlsnotbrides.org/16-activists-who-tackle-child-marriage-every-day/

³⁷ International Telecommunication Union (ITU). *Measuring the Information Society Report*. (2018)

³⁸ Global e-Sustainability Initiative. *Enabling the Global Goals: Evidence of Digital Solutions' Impact on Achieving the Sustainable Development Goals*. (2018)

³⁹ Banque mondiale. *World Development Report 2016: Digital Dividends*. (2016)

⁴⁰ UNICEF. *Children, ICT and Development: Capturing the Potential, Meeting the Challenges*. (Florence: UNICEF Office of Research: 2013)

⁴¹ OMS. *eHealth and Innovation in Women's and Children's Health: A Baseline Review*. (Geneva: 2014)

⁴² ITU. *Fast-Forward Progress: Leveraging Tech to Achieve the Global Goals*. (Geneva: 2017)

⁴³ Kenny, Charles. « Getting Better in Pictures. » Center for Global Development. February 2011.

⁴⁴ Pew Research Center. *Social Media Use Continues To Rise in Developing Countries, but Plateaus Across Developed Ones*. June 2018

⁴⁵ Forum économique mondial. *Global Agenda Council on Social Media 2012-2014*. www3.weforum.org/docs/GAC/2013/WEF_GAC_SocialMedia_MidtermReport.pdf

⁴⁶ Banque mondiale. *The Role of Social Media in Development*. blogs.worldbank.org/publicsphere/role-social-media-development

⁴⁷ UNICEF. *The State of the World's Children 2017: Children in a Digital World*. (New York: 2017)

⁴⁸ Voir, par exemple : Ackland, Robert et Kyosuke Tanaka. « Development Impact of Social Media. » *Background paper for the World Development Report 2016*. (2015) ; OMS. *Global Diffusion of eHealth: Making Universal Health Coverage Achievable. Report of the Third Global Survey on eHealth*. (Geneva: 2016) ; USAID. *Social Networking: A Guide to Strengthening Civil Society Through Social Media* (2016) et One Earth Future. *Women Using Media to Mobilize for Peace*.

⁴⁹ Girls Not Brides. *It Takes a Movement: Reflecting on Five Years of Progress Towards Ending Child Marriage*. (2016)

⁵⁰ YaleGlobal Online. *Can Social Media Campaigns End Child Labor?*

⁵¹ Pew Research Center. *Stories from Experts about the Impact of Digital Life*. July 2018

⁵² Pew Research Center. *The Future of Well-Being in a Tech-Saturated World*. April 2018

Il se peut que nos publications fassent référence à divers supports et sources de tiers ou incluent des liens vers ces derniers. Save the Children Fund décline toute responsabilité quant aux publications de tiers. Veuillez noter que certaines de ces publications ne sont parfois disponibles qu'en anglais. Pour toute aide concernant ces publications, contactez directement l'auteur.

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Tracy Geoghegan, de Save the Children, qui était en charge du projet. Les recherches ont été effectuées par Beryl Levinger et Nikki Gillette.

La production de ce rapport n'aurait pas été possible sans les précieuses contributions et les commentaires de bon nombre de collègues du mouvement mondial de Save the Children. Nous sommes reconnaissants envers les personnes suivantes pour tout ce qu'elles ont apporté : Simine Alam, Nahashon Aluoka, Kitty Arie, Mariam Atahi, Smita Baruah, Jeniffer Campos, Wendy Christian, Daphnee Cook, Carol da Silva, Eric Eversmann, Azucena Garcia, Kimberley Gardiner, Davina Hagan, Sharon Hauser, Eric Hazard, Ramatu Jalloh, Negin Janati, Joan Jennings, Madhu Kalra, Laila Khondkar, Michael Klosson, Mónica Kuljich, Kristen Lacey, Ana Lagidze, Claire Leigh, Jessica Lenz, Laurel MacLaren, Caitlin Macquarrie, Ishtiaq Mannan, Tracy Manners, Carolyn Miles, Elizabeth Muiruri, Grace Nyoro, Shannon Orcutt, Sierra Mae Paraan, Silvia Paruzzolo, Ivonne Piedras, Jennifer Roberti, Bernice Romero, Hagar Russ, Sean Ryan, Rukayah Sarumi, Sokpheap Say, Vishna Shah, Callie Simon, Alison Sutton, Eric Swedberg, Devendra Singh Tak, Patrick Watt, Simon Wright, Victoria Zegler, Lucia Zoro, et bien d'autres encore à travers le monde.

Nous tenons à remercier tout particulièrement nos collègues basés en Afghanistan, au Bangladesh, en Colombie, en Éthiopie, en Inde, au Mexique et aux Philippines, qui ont fourni les études de cas utilisées dans ce rapport.

Merci en particulier à Angelica Cadavid pour ses nombreuses contributions au contenu du rapport et pour sa gestion du projet. Merci également à Charlotte Green, Gabriel Smith et Kirsten Walkom pour la coordination et la gestion du projet à l'échelle mondiale. Merci à Judy Cusick, Lois Jensen et Mike Kiernan pour leur aide à la rédaction, ainsi qu'à Joe Ansah, Senad Ibrahimbegovic et Maribel Paredes pour leur travail de conception et de production.

Conception : Alison Wilkes.

Ces fillettes mexicaines s'adonnent à des activités de musique et de danse qui renforcent leurs compétences en lecture.





Save the Children estime que chaque enfant a droit à un avenir. À travers le monde, nous offrons aux enfants un bon départ dans la vie, la possibilité d'apprendre et une protection contre les préjudices. Au quotidien comme en temps de crise, nous faisons tout ce qu'il faut pour les enfants, en transformant leur vie et l'avenir que nous avons en commun.

Publié par Save the Children

Save the Children USA
501 Kings Highway East, Suite 400
Fairfield, Connecticut 06825
États-Unis
1 (800) 728-3843
www.savethechildren.org

Save the Children International
St Vincent's House
30 Orange Street
London WC2H 7HH
Royaume-Uni
+44 (0)20 3272-0300
www.savethechildren.net

© Save the Children Federation, Inc.

ISBN: 1-888393-36-X



EN COUVERTURE

Djeneba, 11 ans, est en classe de sixième à l'école de Kassanso, au Mali.

Photo : Talitha Brauer / Save the Children